

Jour de l'ISO

Coup d'Etat manqué au Soudan

LIRE PAGE 28

Le Monde

Fondateur : Hubert Beauve-Méry

Directeur : Jacques Fauvat

1,39 F

Algérie, 1 BA, Maroc, 1,20 dir.; Tunisie, 100 m.;

5, RUE DES ITALIENS 75007 PARIS - CEDEX 08

ACCUEILLI PLUTOT FAVORABLEMENT PAR LE PATRONAT

Le plan de relance donne la priorité à l'aide aux entreprises

- Les syndicats jugent insuffisantes les allocations aux familles et aux personnes âgées
M. Fourcade annonce un « très léger effort fiscal pour 1976 »

Ensemble mais séparément

Nous traversons la plus grande secousse que l'économie mondiale ait connue en temps de paix depuis quarante-cinq ans.

Le patronat a accueilli plutôt favorablement le plan de développement de l'économie adopté jeudi par le conseil des ministres.

LE PROGRAMME d'une trentaine de milliards est une majorité consensuelle à l'égard des entreprises.

LE PRESIDENT DU C.N.P.F. a déclaré : « L'ensemble du programme est cohérent et nous le trouvons positif ».

LA TÊTE ET LES JAMBES

D'UNE CROISSANCE A L'AUTRE

SEUL...

Tirant la leçon de ses erreurs, le président de la République change de tactique.

M. Giscard d'Estaing a terminé son allocution radiotélévisée sur un appel à l'unité.

Quelques quatre cent soixante-dix jours après son installation au palais de l'Élysée.

Un entretien avec le président du C.N.P.F.

M. Ceyrac manifeste une solidarité critique

ECOLE DES ATTACHES DE DIRECTION

M. Ceyrac d'Estaing vient de prononcer le dernier mot de son allocution.

J'ai particulièrement apprécié le rôle attribué à l'investissement.

L'université situe votre niveau; l'EAD vous donne les connaissances pratiques.

AU JOUR LE JOUR

A CHACUN SA PAIX

Besançon à l'heure de Hambourg

Il n'avait pas été facile ni bon marché pour M. Kissinger de faire un début de paix entre l'Égypte et Israël.

« Je suis frappé et satisfait de la part importante que le président de la République prend dans cette affaire ».

L'heure de la rentrée ne marque pas celle de la fin des festivals de musique.

Pourrait-il dès lors que M.M. Sadate et Kissinger ont eu leur paix.

« Quelles sont les dispositions de ce programme qui vous ont le plus heureusement surpris ? »

« Or, le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

La formule maubiste a compté ses propres forces et fait réticence.

« Vous avez déjà votre licence, vous êtes admis directement en deuxième année ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Vous avez déjà votre licence, vous êtes admis directement en deuxième année ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

« Le moins que l'on puisse dire est que la fiscalité française est restée bien en deçà de ses intentions ».

L'ALLOCATION TÉLÉVISÉE DU CHEF DE L'ÉTAT

« Nous devons nous orienter vers une croissance différente plus juste, plus humaine, plus équilibrée, plus économe »

Voici le texte de l'allocution prononcée jeudi 4 septembre par M. Valéry Giscard d'Estaing.

Bonsoir.

Mes chers compatriotes, l'objet de cet entretien est de vous présenter et de vous expliquer le programme de développement économique que le gouvernement a décidé ce matin. A la fin du mois de juillet, je vous ai dit que le gouvernement adopterait un programme d'action au début de septembre; nous sommes exacts au rendez-vous, ce programme est prêt. Je vous en présenterai l'essentiel en répondant à quatre questions: Pourquoi ce programme? Pourquoi maintenant? Quel en est le contenu? Quels résultats en attendre? et je placerais ce programme dans notre perspective politique.

Pourquoi ce programme?

Partout en Europe, presque partout dans les pays industrialisés, la production industrielle a baissé en 1975, plus profondément et plus longtemps qu'il n'était imaginé. Nous traversons la plus grande secousse que l'économie mondiale ait connue en temps de paix depuis quarante-cinq ans. Cette secousse n'épargne aucun des pays de notre Communauté européenne, quelle que soit la couleur politique de ses dirigeants. Pour la France, la situation de l'emploi est devenue préoccupante. Il faut d'abord empêcher de se dégrader davantage. Il faut ensuite la redresser. Il s'agit donc de créer des emplois. Pour cela, il faut stimuler l'activité économique, de façon que les entreprises soient incitées à reprendre l'embauche. C'est dans un programme de développement de l'activité économique.

Pourquoi maintenant?

Il y a un an, nous devions faire face à deux menaces immédiates: l'inflation, qui était très forte — la hausse des prix atteignait 15 % par an, — et le déséquilibre du commerce extérieur, très accentué. La priorité était d'écartier ces deux menaces. C'est ce qui a été fait, avec un succès complet pour le commerce extérieur et avec un succès très honorable pour la lutte contre l'inflation, puisque le taux annuel de hausse des prix a été ramené à un taux inférieur à 10 %. Ces succès nous ont permis de rejoindre le petit groupe des pays sages d'Europe, comme le montre la tenue de notre monnaie nationale, qui, depuis un an, a rattrapé le deutschemark. Et ces succès nous donnent les moyens d'agir pour conjurer la troisième menace qui apparaissait l'an dernier, et qui s'est développée depuis: celle du chômage. Nous avons donc désormais la possibilité d'agir. Fallait-il engager le programme il y a un an? L'affaire que nous avons évitée de forte inflation qui était la nôtre, nous aurions accéléré la hausse des prix, nous aurions creusé le déficit extérieur sans créer d'emplois, et aujourd'hui nous serions désarmés devant le chômage. Ceux qui ont douté d'où qu'il regardait à l'extérieur de nos frontières, ceux de nos voisins qui ont suivi une telle politique. A l'heure actuelle, le taux de l'inflation dépasse chez eux 20 %, le chômage est plus étendu que chez nous, et ils ne peuvent rien entreprendre pour le combattre puisqu'ils sont obligés de lutter encore contre l'inflation. Fallait-il engager ce programme il y a six mois? Non plus. Les résultats de la lutte contre l'inflation étaient encore précaires. La hausse mensuelle de nos prix atteignait 0,9 %. Nous aurions été d'une grande légèreté et d'une grande incompétence si nous avions brusquement renversé la vapeur. C'est pourquoi le gouvernement a agi avec prudence et avec sagesse en soutenant successivement l'agriculture, puis la construction, puis l'investissement.

Mais depuis, le progrès de la lutte contre l'inflation nous donne les mains plus libres, nous pouvons désormais agir avec des moyens puissants.

Quel est le contenu du programme?

Stimuler l'activité économique, qu'est-ce que cela veut dire? L'activité économique, celle des entreprises, celle des travailleurs dépend des commandes et des achats de toute nature que font ceux qui ont besoin des produits ou des services de ces entreprises, c'est-à-dire les achats des particuliers et de leur famille, les achats des entreprises se font entre elles, les achats des importateurs étrangers, les achats de l'Etat. C'est la masse totale de ces commandes et de ces achats qui, après avoir été excessive il y a dix-huit mois — d'où l'inflation, — est à l'heure actuelle insuffisante. Il faut donc l'augmenter, ce qui comporte deux conséquences: Première conséquence: choisir un déficit budgétaire pour l'année 1975. Si, en effet, nous décidions de financer par des impôts nouveaux les dépenses nouvelles que nous allons décider, nous reprendrions aussitôt le pouvoir d'achat que nous nous proposons de distribuer. C'est pourquoi ces dépenses seront financées sur les ressources normales du Trésor, ce que la situation de nos finances publiques nous permet de faire. Deuxième conséquence: la priorité donnée à la dépense d'investissement, d'équipement. Dans l'immédiat, celle-ci stimule l'activité, et, pour l'avenir, elle prépare la croissance. Les mesures choisies sont toutes des mesures d'effet immédiat. Nous n'avons retenu que des projets qui étaient susceptibles d'être engagés très rapidement. Ces mesures intéressent l'ensemble de l'activité économique de façon à diffuser leur effet dans toutes les entreprises, grandes et petites, dans l'artisanat et dans toutes les régions. Ces mesures ont été étroitement concertées,

comme cela est désormais normal, avec nos partenaires européens et, en particulier, avec l'Allemagne fédérale et avec le Benelux, dont la situation est semblable à la nôtre. Enfin, ces mesures sont prises une fois pour toutes, c'est-à-dire que nous prévoyons d'ouvrir cette année, en 1975, la totalité des crédits nécessaires pour les financer afin d'éviter qu'elles ne soient sur l'équilibre financier des années futures. C'est ainsi que, dès l'an prochain, en 1976, le nouveau budget devra être présenté en équilibre. Et maintenant, voici ce programme. Il comprend quatre éléments: un soutien à la consommation sociale; un programme d'achats et de commandes de l'Etat; une aide à l'investissement et à la trésorerie des entreprises; enfin, une réduction sensible du coût du crédit.

Le soutien à la consommation sociale atteint 5 milliards de francs. Il consiste dans le versement immédiat, en plus de toutes les allocations existantes et à la seule charge du budget de l'Etat, et pas à la charge des régimes sociaux, des sommes suivantes: 700 F pour toutes les personnes âgées bénéficiaires du Fonds national de solidarité, ce qui représente deux millions trois cent mille personnes, en comptant les handicapés assimilés à cette catégorie; Une somme de 250 F par enfant pour toutes les familles qui bénéficient d'une prestation familiale, ce qui représente toutes les familles d'un à trois enfants. Ainsi, une famille de trois enfants — dont j'aurai l'occasion de vous dire qu'elle doit être la famille-type de la société française de demain — une famille de trois enfants touchera 750 F. Il s'y ajoutera, pour ceux qui y ont droit, le versement de l'allocation normale de rentrée scolaire, portée cette année à 126 F. C'est ainsi que, pour une famille de trois enfants ayant droit à cette allocation, le montant total du versement représentera 1 126 F. Pourquoi ces décisions? Parce que, socialement, la situation de ces catégories justifie un tel effort. Et parce que, économiquement, les ressources ainsi mises à leur disposition seront effectivement dépensées et viendront donc soutenir la demande de biens de consommation.

Deuxième élément du programme: les achats et les commandes de l'Etat, qui s'élèveront à 13 milliards 100 millions de francs. Ces dépenses concernent, pour l'essentiel, la réalisation de grands projets publics, notamment: — Les équipements d'infrastructure, notamment la modernisation du réseau routier, à hauteur de 1 milliard 200 millions, auxquels s'ajoutera le désenclavement routier de la Bretagne et du Massif Central; — La modernisation des grands ports de commerce: Dunkerque, Le Havre, Cherbourg, la Forne de Radoub, la région de Nantes-Saint-Nazaire, Fos; — L'amélioration des transports, en commun: le lancement du train à grande vitesse Paris-Lyon.

Deuxième rubrique: l'amélioration du cadre et des conditions de vie, par l'humanisation des hôpitaux, par la modernisation des bâtiments administratifs et des casernes. Puis, un effort concernant l'éducation et, en particulier, la formation professionnelle et technique, par la construction de nouveaux C.E.T., ainsi que l'enseignement pré-scolaire, par la construction de mille cent classes maternelles supplémentaires. Puis, le développement industriel, concernant l'industrie aéronautique où de nouveaux programmes seront lancés, la marine avec un nouveau développement de notre marine marchande, et 3 milliards de francs de prêt du Fonds de développement économique et social permettant de lancer de nouveaux investissements industriels.

M. GISCARD D'ESTAING AUX MINISTRES: « Veillez à la rapidité d'exécution ».

M. André Rossi, porte-parole du gouvernement, a déclaré, à l'issue du conseil des ministres, que M. Giscard d'Estaing avait souligné devant les membres du gouvernement réunis au compteur jeudi matin 4 septembre à l'Élysée, « l'importance considérable qu'il attachait à la rapidité d'application des mesures contenues dans le programme de développement économique ». M. Rossi a ajouté que le président de la République avait demandé aux membres du gouvernement de veiller personnellement à la mise en œuvre du plan, « dont toutes les mesures doivent être engagées entre le 15 octobre et le 31 mars au plus tard ». Le chef de l'Etat a rappelé également que, si pour l'instant le gouvernement était axé sur le plan de développement, les ministres et secrétaires d'Etat ne devaient pas perdre de vue pour autant l'action réformatrice du gouvernement dans d'autres domaines. Un conseil des ministres spécial après la session extraordinaire du Parlement sera consacré à l'engagement des procédures de mise en œuvre du plan.

notamment dans la sidérurgie et, en particulier, dans la région lorraine, dans le Nord et à Fos. A ces grands projets s'ajoutent un grand nombre d'opérations qui peuvent être lancées rapidement par divers ministères pour un montant total de 2 milliards 800 millions de francs, ce qui concernent notamment un programme supplémentaire de logements sociaux, à hauteur de dix-huit mille logements, la début de la rénovation des H.L.M. anciens et l'équipement rural. Pour que les collectivités locales puissent être associées à ce programme de développement économique, il est prévu que le budget de l'Etat versera au Fonds d'équipement des collectivités locales une somme de 1 milliard de francs, à laquelle viendront s'ajouter des prêts complémentaires de la Caisse des dépôts et consignations pour un même montant de 1 milliard de francs.

Le troisième élément de ce programme est l'aide à l'investissement et à la trésorerie des entreprises. L'aide à l'investissement consiste à élargir les modalités de l'aide qui avaient été prévues au mois de mai dernier. C'est ainsi que, désormais, tous les investissements décidés entre le 30 avril 1975 et le 31 décembre 1975 pourront bénéficier de cette aide, quelle que soit leur durée d'amortissement, ce qui représente un complément d'aide de 2 milliards 800 millions de francs. Quant à l'aide à la trésorerie des entreprises, elle consiste dans le report de l'échéance de l'impôt sur les sociétés qui devait être acquitté le 15 septembre et qui sera acquitté le 15 avril 1976. De même, le solde de l'impôt sur le revenu dû au titre des B.I.C. (bénéfices industriels et commerciaux) sera acquitté le 15 avril 1976. Ceci représente un report d'échéance fiscale de 9 milliards 600 millions de francs. A ces mesures s'ajoute la réduction des conditions de crédit obtenues par la baisse de taux de l'escompte de son point et demi que la Banque de France a décidée ce matin et par la diminution des conditions de banque, qui bénéficiera à la fois aux investisseurs, au commerce et en même temps à ceux qui financent la construction de leur logement. Simultanément, le crédit à la consommation sera élargi dans sa durée et amélioré dans sa quotité.

« QUOTITÉ »

Dans son allocution télévisée, M. Valéry Giscard d'Estaing a utilisé le terme technique de « quotité ». dérivé de « quota ». Ce terme, qui semble hermétique aux yeux de l'électeur, désigne une expression précise, mais fort raffinée pour indiquer tout simplement une détermination de l'apport personnel exigé par l'impôt des prélèvements sur l'achat des biens de consommation et exprimé en pourcentage du montant global.

Voilà le programme. Je vous rappelle les chiffres: le montant des crédits qui seront dépensés par le budget représente 21 milliards de francs. Il s'y ajoute l'effet du report d'échéance fiscale dont j'ai parlé tout à l'heure, à hauteur de 9 milliards 600 millions de francs. Ce sont donc des moyens puissants. Deux effets, l'un de stimulation de l'activité économique, et l'autre d'orientation vers une nouvelle forme de croissance. La stimulation de l'activité économique résultera de l'ampleur des crédits et des moyens mis

« FINANCIAL TIMES » (Londres, organe, de la City): la peur du chômage

« Si la principale cause des maux que nous subissons maintenant est le chômage, le Royaume-Uni ne peut que se réjouir de l'initiative de l'Etat de lutter contre le chômage par un programme de dépenses plus important qu'annoncé jusqu'à présent. Le principal danger réside dans le fait que, bien que le gouvernement ait inclus dans son budget fédéral allemand un plan de mesures de soutien commun, par rapport à la Grande-Bretagne, il n'a pas pris des mesures anti-inflationnistes. Les premiers mois de la crise du pétrole, et ces deux pays ont leurré... »

Au centre de Montpellier un nouveau Frantel Hôtel Frantel Montpellier ★★★ La Polygone, 34000 Montpellier. Tél. (67) 63.90.63. 10 autres hôtels en France Besançon, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dunkerque, Fos-sur-Mer, La Grande Motte, Limoges, Mâcon, Mulhouse, Nancy, Nantes, Nice, Rennes, Paris-Orly, Saint-Etienne, Toulon. Réservation centrale: Tél. (16) 11 828.88.00 78, rue Olivier de Serres - 75739 PARIS CEDEX 15 frantel it au cœur des villes

en œuvre. Elle sera accentuée par la rapidité avec laquelle ces moyens seront utilisés par les fonctionnaires, par les élus locaux et par les chefs d'entreprise. Par les fonctionnaires responsables de ce programme, auxquels je demande, que ce soit à l'échelon central ou à l'échelon local, de mettre en œuvre des moyens d'organisation et de décisions supplémentaires pour faire en sorte que ces crédits soient rapidement et utilement utilisés. Les maires et les élus locaux, pour qui je prépare rapidement de nouveaux programmes de petits équipements pouvant être financés par les ressources qui leur seront versées par le budget de l'Etat, et qui leur seront très rapidement notifiées. Enfin les chefs d'entreprise et les cadres pour qu'ils retrouvent le langage de la confiance et de l'avenir, qui est le langage de leur fonction et pour qu'ils utilisent ces investissements et ces commandes pour développer l'embauche, et notamment des jeunes, même s'il faut leur assurer le complément de formation. Je souhaite que dès que ce programme sera adopté par le Parlement, c'est-à-dire, je le prie la semaine prochaine, tous ceux qui sont concernés fonctionnaires, élus locaux, chefs d'entreprise, cadres, sentent qu'il s'agit d'une action collective. Chacun d'entre eux, par son initiative et par ses décisions, devra apporter sa contribution individuelle. C'est en même temps une orientation vers une nouvelle forme de croissance. Le monde change, je vous le dis souvent, les années 60 sont passées. Nous devons nous orienter vers une croissance différente, plus juste, plus humaine, plus équilibrée, plus économe. Plus juste, c'est le sens des mesures de soutien à la consommation sociale. Plus humaine, c'est l'insertion dans ce programme de l'humanisation des hôpitaux et des prisons, d'un début d'amélioration de l'habitat ancien, de la modernisation des bâtiments publics et des casernes dans lesquels vivent les jeunes soldats.

Vers l'abaissement de l'âge de la retraite

Le souci d'améliorer les conditions de vie de Français, et notamment celles des travailleurs manuels, dont la condition doit être revalorisée, conduit le gouvernement à retenir parmi les objectifs qui doivent être atteints au cours des prochaines années la réduction de la durée du travail et l'abaissement de l'âge de la retraite. Les circonstances nous invitent à franchir une étape de cette évolution qui sera progressive. C'est pourquoi je demande au gouvernement de transmettre rapidement aux partenaires sociaux, avec lesquels il se concertera, des orientations correspondant à ces perspectives de réduction de la durée du travail et d'abaissement de l'âge de la retraite, dans un esprit de liberté du choix individuel.

Mais aussi, une croissance plus équilibrée, ce qui veut dire que ce programme sera réparti sur l'ensemble des régions, résultat qui sera facilité par le fait que les commandes s'adressent à hauteur de plus de 7 milliards de francs à l'industrie du bâtiment et des travaux publics, ce qui sont les grandes entreprises ou les entreprises artisanales qui sont présentes sur l'ensemble de notre territoire national, continental et insulaire. Enfin, une croissance plus économe, ce qui veut dire que nous devons tirer parti des ressources de notre sol, de notre espace, des capacités de travail et de création des Français.

Enfin, une précaution: ce pas oublier, ne pas négliger la lutte contre l'inflation et la hausse des prix qui reste nécessaire si nous voulons pouvoir vendre au-dehors et au-dedans. Ce serait une scholie coupable que de détourner les moyens qui seront mis en œuvre pour améliorer la situation de l'emploi et d'aboutir à un relâchement de la discipline de nos prix. Je demande à chacun de faire un effort personnel d'attention et de décision pour veiller à ce que ces moyens ne soient pas détournés de leur objectif et pour lutter pour la stabilité de nos prix.

Nous avons besoin d'unité

Et maintenant je voudrais placer ce programme dans notre perspective politique. Je vous l'ai dit, et aussi à nous orienter vers une nouvelle forme de croissance plus juste, plus équilibrée. C'est dire que, loin de marquer le pas la politique de changement doit se poursuivre. Bien des problèmes qui divisaient il y a un an les Français ou les Français sont aujourd'hui réglés, et je le dirai un jour. Nous prendrons prochainement de nouvelles initiatives. Mais il s'agit d'un changement dans l'ordre, d'un changement pour plus de justice, plus de liberté, mais aussi un changement pour plus de sécurité. Dans le monde où nous vivons, monde dangereux, changeant, peu prévisible, sans pour être irresponsables, mon objectif précis est de faire en sorte que la France soit une terre de stabilité, de liberté, de sécurité et de progrès matériels. Pour cela, nous avons besoin d'unité. C'était le sens de la proposition de dialogue que j'ai faite au début de l'opposition; il n'y avait pas de piège. C'est le sens de l'appel que j'adresserai aujourd'hui aux dirigeants des organisations professionnelles et syndicales, et aussi aux Français et aux Français de la base. Je sais que vous réalisez que dans un monde dont vous pouvez constater tous les jours qu'il est déchiré et violent la France a besoin de modification, d'unité et d'unité. Voici ce programme. Nous l'avons soigneusement préparé. Il constitue une chance d'améliorer le sort de la France, à condition que nous décidions ensemble de la saisir et de l'accomplir. Bonsoir.

سورة من القرآن

Les masses mises en jeu : 30,5 milliards de francs

rente tome

Le plan de relance de l'économie aura pour effet de réinjecter 30,5 milliards de francs dans les circuits économiques...

presque double de celle que nous avions annoncée dans nos éditions d'hier : 9,6 milliards au lieu de 5 milliards...

440 millions pour les renforcements coordonnés de chaussées, qui intéressent 800 kilomètres, 410 millions pour un programme complémentaire d'investissements nouveaux sur le réseau routier national...

VOIES FLUVIALES : 100 MILLIONS DE FRANCS. Un crédit de 100 millions de francs va être consacré à des travaux de dragage et de curage des canaux dans les régions défavorisées...

TRANSPORTS EN COMMUN : 154 MILLIONS DE FRANCS. L'essentiel des 154 millions de francs consacrés à l'amélioration des transports en commun seront dépensés dans la région parisienne...

DESENVLOPPEMENT DE LA BRETAGNE ET DU MASSIF CENTRAL : 250 MILLIONS DE FRANCS. Deux cent cinquante millions de francs vont s'ajouter aux 300 millions déjà inscrits au budget de 1975...

PORTS DE COMMERCE : 350 MILLIONS DE FRANCS. Les grands ports de commerce essentiels à l'essor du commerce extérieur ont besoin de 350 millions de francs pour leurs équipements...

MESURES BUDGETAIRES : 20,9 milliards de francs. Ces mesures sont constituées par des dépenses supplémentaires de l'Etat pour accroître la production, mais surtout pour développer les équipements publics et industriels...

LIARDS DE FRANCS (dont 1.200 millions en 1976). AIDE A LA TRESORERIE DES ENTREPRISES : 9,6 MILLIARDS DE FRANCS. Le paiement des impôts directs des entreprises est reporté en faveur de la trésorerie des firmes...

DESENVLOPPEMENT DE LA BRETAGNE ET DU MASSIF CENTRAL : 250 MILLIONS DE FRANCS. Deux cent cinquante millions de francs vont s'ajouter aux 300 millions déjà inscrits au budget de 1975...

PORTS DE COMMERCE : 350 MILLIONS DE FRANCS. Les grands ports de commerce essentiels à l'essor du commerce extérieur ont besoin de 350 millions de francs pour leurs équipements...

VOIES FLUVIALES : 100 MILLIONS DE FRANCS. Un crédit de 100 millions de francs va être consacré à des travaux de dragage et de curage des canaux dans les régions défavorisées...

TRANSPORTS EN COMMUN : 154 MILLIONS DE FRANCS. L'essentiel des 154 millions de francs consacrés à l'amélioration des transports en commun seront dépensés dans la région parisienne...

DESENVLOPPEMENT DE LA BRETAGNE ET DU MASSIF CENTRAL : 250 MILLIONS DE FRANCS. Deux cent cinquante millions de francs vont s'ajouter aux 300 millions déjà inscrits au budget de 1975...

CONSOUMATION : 5 MILLIARDS DE FRANCS. Aide exceptionnelle de 700 F par personne âgée de 70 ans ou plus, aide exceptionnelle de 250 F aux familles par enfant à charge...

DEFICIT BUDGETAIRE PROBABLE : 40 MILLIARDS DE FRANCS. Outre le programme de relance, le projet de loi de finances rectificative pour 1975 comporte des mesures de régularisation pour un montant de 4 062 millions de francs...

LOGEMENT : 18 000 habitations sociales de plus. Le programme gouvernemental prévoit la construction de 18 000 logements sociaux supplémentaires, répartis de la façon suivante : 4 000 H.L.M. locatives, 8 000 H.L.M. en accession à la propriété, et 6 000 logements financés à l'aide des prêts spéciaux immobiliers du Crédit foncier...

CONSTRUCTIONS. Le programme gouvernemental prévoit la construction de 18 000 logements sociaux supplémentaires, répartis de la façon suivante : 4 000 H.L.M. locatives, 8 000 H.L.M. en accession à la propriété, et 6 000 logements financés à l'aide des prêts spéciaux immobiliers du Crédit foncier...

ACCELERATION DES DEPENSES. Les crédits d'équipement seront-ils utilisés rapidement? Le gouvernement va demander au Parlement de l'autoriser à modifier par décret jusqu'au 31 décembre 1975 le régime de paiement des crédits de paiement que connaissent certaines administrations...

INDUSTRIE : 3,6 milliards de francs pour investir et restructurer. Outre l'extension du crédit d'impôt sur le T.V.A., le dispositif gouvernemental prévoit deux types d'aide à l'investissement et à la restructuration industrielle. Le Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.) disposera d'un crédit supplémentaire de 3 milliards de francs...

INFORMATION. Sept cent cinquante millions de francs sont d'ores et déjà dégagés en faveur de ce secteur : 60 millions au titre du plan calcul pour le développement du matériel nouveau : 290 millions de francs pour financer des travaux non prévus dans le plan-cadre, notamment les frais de lancement de fabrication de la gamme future conçue par la C.I.L. et repris au catalogue de la future société Honeywell-Bull...

abaissement de la re

EQUIPEMENTS PUBLICS ET INDUSTRIELS : 13,1 MILLIARDS DE FRANCS. Dépenses d'équipement : 1 080 millions ; prêts de l'Etat (F.D.E.S.) : 3 000 millions ; autres opérations (logements sociaux, agriculture) : 2 838 millions ; fonds d'équipement des collectivités locales : 1 000 millions ; exonération des paiements de l'Etat : 182 millions (tous ces chiffres correspondent à des crédits de paiement).

PERSONNES AGEES ET HANDICAPES. Toutes les personnes âgées qui perçoivent le « minimum vieillesse » — actuellement de 20 F par jour, soit 608 F par mois — ainsi que les handicapés et invalides qui touchent l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité recevront une aide exceptionnelle de 700 F. Cette aide sera versée automatiquement au mois d'octobre, quelle que soit la date à laquelle ces personnes touchent habituellement leur pension trimestrielle. Elle est exonérée d'impôt, d'est-ce qu'elle n'a pas à figurer sur la déclaration de revenus. Au total, 2 300 000 personnes bénéficieront de cette mesure, qui coûtera à l'Etat 1 610 millions de francs.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

PERSONNES AGEES ET HANDICAPES. Toutes les personnes âgées qui perçoivent le « minimum vieillesse » — actuellement de 20 F par jour, soit 608 F par mois — ainsi que les handicapés et invalides qui touchent l'allocation supplémentaire du Fonds national de solidarité recevront une aide exceptionnelle de 700 F. Cette aide sera versée automatiquement au mois d'octobre, quelle que soit la date à laquelle ces personnes touchent habituellement leur pension trimestrielle. Elle est exonérée d'impôt, d'est-ce qu'elle n'a pas à figurer sur la déclaration de revenus. Au total, 2 300 000 personnes bénéficieront de cette mesure, qui coûtera à l'Etat 1 610 millions de francs.

FAMILLES. Une aide exceptionnelle de 250 F par enfant sera versée aux familles ayant au moins deux enfants à charge et celle qui, quel que soit leur revenu, les familles qui n'ont qu'un enfant y auront également droit à condition qu'elles bénéficient déjà des prestations suivantes : allocation de salaire unique, frais de garde de logement d'orphelins, de mineurs handicapés ou d'éducation spéciales. Cette aide sera versée automatiquement par les caisses d'allocation familiale ou autres organismes dont relèvent habituellement les familles intéressées. Elle s'élève à 13 500 000 francs et coûtera à l'Etat 3,4 milliards de francs, ce qui correspond à 13 % environ du budget annuel des prestations familiales.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

ASSOUIPISSEMENT DU CREDIT. Les banques pourront de nouveau consentir des prêts aux investisseurs, qu'il s'agisse de particuliers ou de sociétés, qui achètent des logements destinés à la location. Cette facilité avait été supprimée il y a deux ans. Pendant ce temps, dans la limite des dotations disponibles, des prêts immobiliers conventionnés (P.I.C.) pourront être attribués en faveur de la réalisation de programmes de logements locatifs. Jusqu'ici, les P.I.C. qui concernent 77 000 logements en 1975, étaient réservés à l'accession à la propriété.

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

GRANDS PROJETS D'INFRASTRUCTURE : priorité aux routes. ROUTES : 1 210 MILLIONS DE FRANCS. Parmi les grands projets d'infrastructure, c'est le réseau routier qui se taille la part la plus importante : 1 210 millions de francs...

Grands projets publics et industriels : 8 MILLIARDS DE FRANCS

Table with 2 columns: Autorisation de programme* (en millions de francs) and Crédits de paiement* (en millions de francs). Rows include Infrastructures (Modernisation des routes, Désenclavement de la Bretagne, etc.), Cadres et conditions de vie (Humanisation des hôpitaux, etc.), Education et formation (Achat de matériel, etc.), Industrie (Action de politique industrielle, etc.).

BATIMENTS ADMINISTRATIFS

Il est prévu 1,1 milliard pour la modernisation des bâtiments administratifs, des casernes et des hôpitaux. Un crédit de 500 millions de francs est affecté pour l'entretien et la rénovation des bâtiments administratifs. Cette dotation sera, sur la base d'un recensement des besoins établi par les administrations, répartie entre les différents services qui servent les troupes de l'Etat. Simultanément 400 millions seront mis à la disposition du ministère de la Défense pour améliorer les conditions d'hébergement de la troupe. 37 % de cette dotation — soit 150 millions — seront consacrés à la construction de nouveaux casernements et de locaux de service pour l'armée de terre. Enfin, 300 millions seront affectés à l'aménagement et à la reconstruction des hôpitaux. Les travaux porteront notamment sur la suppression des salles communes, la modernisation du support hôtelier et, de façon générale, sur la rénovation des établissements vétustes.

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

Plus de la moitié des crédits supplémentaires d'équipement accordés à l'éducation iront à l'enseignement technique : 330 millions de francs pour la construction de trente-cinq collèges ou lycées techniques qui seront mis en service à la ren-

ACCELERATION DES DEPENSES

Les crédits d'équipement seront-ils utilisés rapidement? Le gouvernement va demander au Parlement de l'autoriser à modifier par décret jusqu'au 31 décembre 1975 le régime de paiement des crédits de paiement que connaissent certaines administrations à la suite de l'accélération des engagements décidée par le gouvernement au début de 1975. Le gouvernement ouvrira, dans le projet de loi de finances rectificative, des crédits de paiement supplémentaires pour un montant de 1 182 millions de francs. Les pouvoirs publics chargent un haut fonctionnaire, conseiller-maître à la Cour des comptes, M. Mériaux, de proposer des mesures nouvelles propres à réduire les délais de paiement des sommes dues à leurs fournisseurs par l'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics administratifs; les marchés concernés représentent un volume d'environ 70 milliards de francs par an. Par ailleurs, M. Douliagues, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est désigné pour veiller à la mise en place rapide du Fonds d'équipement des collectivités locales.

SIDERURGIE

12 milliards de francs d'investissements seraient prévus dans ce secteur, dont le tiers ou la moitié pourraient être engagés dans les six mois à venir. Le Nord et l'Est (développement de la production de tôles fortes) seront concernés dans un premier temps, puis, plus tard, Fos. Le montant de l'aide du F.D.E.S. pour 1976 pourrait être supérieur à 1 milliard de francs.

CHEMIE

Des contacts ont été pris, notamment avec C.F. Chimie et Rhône-Poulenc, pour accroître la production de produits chimiques.



BALLY monsieur ISPAHAN 365 et 380 F selon peausserie

150

LEMENTA DE SOUTIEN A L'ECONOMIE francs

POINT DE VUE

L'ECONOMIE ABSTRAITE

par BERTRAND FESSARD DE FOUCAULT

'ECONOMIE politique est enseignée chez nous comme naguère l'était le droit constitutionnel quand n'existaient pas le...

Si la masse est accrue, la priorité, elle, continue d'être accordée, comme en mars et avril, à l'investissement...

Le chef d'état-major de l'armée de l'air vient de soutenir le même thème que le général Stahlin (Revue de la défense nationale d'août 1975)...

LA TÊTE ET LES JAMBES

(Suite de la première page.)

pendant encore des mois — ne restent aussi réticents à consacrer davantage qu'avant l'appel présidentiel...

Deux inconnus

L'Etat compte en outre sur l'achat simplifié de certains équipements...

La résolution présidentielle est maintenant connue: il faut que l'activité reparte, pour des raisons tant politiques qu'économiques...

Les jeux télévisés ont parfois montré que l'athlète manquant de conviction pour relayer le penseur...

1) Est-il possible de relancer rapidement l'activité sans stimuler davantage la consommation? La gauche, politique et syndicale...

GILBERT MATHIEU.

DEPUIS PLUS DE TROIS MILLENAIRES NOUS AVONS ETE LES PIONNIERS SUR LES ROUTES DE LA NAVIGATION ET DES ECHANGES... BOEING 747 PARIS-BEYROUTH DIRECT.

LA FRANCE DU ROI-SOLEIL EN MEDAILLES. Les personnages illustres du Grand Siècle honorés dans une collection historique de 50 médailles en vermeil. ACCESSIBLE EXCLUSIVEMENT PAR SOUSCRIPTION DATE LIMITE: LE 30 SEPTEMBRE 1975, MINUIT.

Commentaires

M. Ceyrac manifeste une solidarité critique

(Suite de la première page.)

En sens inverse, les dispositions prises pour alléger la trésorerie des entreprises... M. Ceyrac manifeste une solidarité critique...

Trois phénomènes peuvent toutefois ralentir la reprise de l'emploi... M. Ceyrac manifeste une solidarité critique...

La ce moment, on apporte un communiqué du président de la Fédération du bâtiment...

Vous voyez, voici un exemple. M. Clément avait annoncé cinquante trois mille licenciements...

Il n'est trop tôt pour le dire avec certitude. Il y a de grandes chances, et nous ferons tout pour cela...

Le président de la République a souligné que c'est le produit de la lutte contre l'inflation...

Avant la fin de l'année? Dans quels délais pensez-vous que la progression du chômage puisse être enrégulée?

D'abord, l'effet des commandes de l'Etat peut être rapide...

D'UNE CROISSANCE A L'AUTRE

(Suite de la première page.)

Comment préserver l'emploi dans une société de croissance modérée? Depuis des mois, ce « point aux nues » est proposé aux experts...

A l'Assemblée nationale

LA GAUCHE DENONCE L'INSUFFISANCE DES CREDITS A LA CONSOMMATION

La commission des finances, réunie jeudi 4 septembre à l'Assemblée nationale, a entendu M. Jean-Pierre Fourcade, ministre de l'économie et des finances...

proposent, comme la teneur de la loi sur les quarante heures en 1936. Le sens général est bon puisqu'il s'agit de redonner un sens moins quantitatif au « plein emploi »...

Il semble que vous soyez « un peu » en retard sur les discussions avec les syndicats sur la réduction de la durée de travail...

Le changement de modèle implique aussi une redistribution de la croissance entre pays riches et pays pauvres...

Par quelque bout que l'on aborde cette question de l'« autre croissance », c'est une modification radicale des choix de politique qui est proposée...

Il est notoire que le C.N.P.F. ne s'est d'accordé avec le gouvernement pendant plusieurs mois sur les modalités de la lutte contre l'inflation...

Néanmoins, nous n'avons jamais caché que nous pensions que le traitement infligé à l'économie pour lutter contre l'inflation était trop partiel...

Plus que jamais le président de la République a besoin du soutien du premier ministre pour mener à bien sa politique...

Tout n'est donc pas aussi simple qu'il pourra paraître. Le rapport des forces, en présence au sommet de l'Etat et au sein de la majorité...

Sanctions différées

Le risque est d'abord un risque « léger » qui peut naître du décalage entre les voies traditionnelles de la démocratie...

Ce refus a deux conséquences. Il implique tout d'abord un risque « léger » qui peut naître du décalage entre les voies traditionnelles de la démocratie...

La deuxième conséquence est un aveu. En renonçant à placer le programme de relance dans une perspective politique autre que celle des Etats-Unis...

En réalité, M. Valéry Giscard d'Estaing, avec son programme de soutien à l'économie et malgré ce qu'il en dit, ne s'empêche pas tant à changer de cap...

NOEL-JEAN BERGEROUX. (1) Jeudi matin 4 septembre, devant le conseil des ministres, M. Giscard d'Estaing a déclaré...

Propos recueillis par JACQUELINE GRAPIN.

LES MESURES GOUVERNEMENTALES

SEUL...

(Suite de la première page.)

Les amabilités qu'échangent périodiquement MM. Jean Lecanuet et Michel Poniatowski témoignent de la méfiance qui continue de régner entre centristes et giscardiens...

Plus que jamais le président de la République a besoin du soutien du premier ministre pour mener à bien sa politique...

et dans l'opposition

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale...

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale...

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Bellegarde, chef de file de la minorité du parti socialiste...

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, souligne que c'est un appel à l'aide angoissé que le président de la République adresse aux Français...

La Fédération du Bas-Rhin du parti socialiste a demandé mercredi 3 septembre l'annulation de la visite de M. Michel Poniatowski...

NOEL-JEAN BERGEROUX. (1) Jeudi matin 4 septembre, devant le conseil des ministres, M. Giscard d'Estaing a déclaré...

Dans la majorité...

M. ANDRÉ BORD (U.D.R.) : humaniser la croissance

LE BUREAU DU GROUPE U.D.R. de l'Assemblée nationale, par la voix de son président, M. Claude Labbé...

LES PRÉSIDENTS DES GROUPES DE LA MAJORITÉ REÇUS PAR M. CHIRAC

MM. Roger Châtelet, Claude Labbé et Max Lejeune, respectivement présidents des groupes parlementaires des républicains indépendants, de l'U.D.R. et des réformateurs à l'Assemblée nationale...

et dans l'opposition

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale...

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale...

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Bellegarde, chef de file de la minorité du parti socialiste...

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, souligne que c'est un appel à l'aide angoissé que le président de la République adresse aux Français...

La Fédération du Bas-Rhin du parti socialiste a demandé mercredi 3 septembre l'annulation de la visite de M. Michel Poniatowski...

SEUL...

(Suite de la première page.)

Les amabilités qu'échangent périodiquement MM. Jean Lecanuet et Michel Poniatowski témoignent de la méfiance qui continue de régner entre centristes et giscardiens...

Plus que jamais le président de la République a besoin du soutien du premier ministre pour mener à bien sa politique...

et dans l'opposition

M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C.F., a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale...

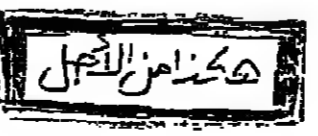
M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., a déclaré à la tribune de l'Assemblée nationale...

M. Jean-Pierre Chevènement, député de Bellegarde, chef de file de la minorité du parti socialiste...

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, souligne que c'est un appel à l'aide angoissé que le président de la République adresse aux Français...

La Fédération du Bas-Rhin du parti socialiste a demandé mercredi 3 septembre l'annulation de la visite de M. Michel Poniatowski...

NOEL-JEAN BERGEROUX. (1) Jeudi matin 4 septembre, devant le conseil des ministres, M. Giscard d'Estaing a déclaré...



150

LEMENTAIRE SOUTIEN A L'ECONOMIE

Commentaires

Dans les milieux syndicaux...

majorité

C.G.T. : une provocation pour les retraités et les familles.

M. Jean-Louis Moynot, secrétaire confédéral de la C.G.T. : « Le plan gouvernemental ne va pas développer ni stimuler, sinon à minima, les milliards de francs distribués ne produisent pas automatiquement une relance de l'activité économique. (...) Tout dépend en effet de quoi on utilise et argent. (...) Le politique du gouvernement consiste à privilégier le maximum sur le niveau de vie des Français et sur les dépenses publiques pour arroser les capitaux amassés par les grandes sociétés. Cela aggrave la crise parce que cela enrichit encore les grandes sociétés sans produire aucune richesse nouvelle. (...) »

« Le plan ne comporte rien de sérieux pour la consommation agricole et pour l'emploi. (...) C'est-à-dire que Giacard propose pour les retraités et les familles ? Les années versées une fois pour toutes. C'est une provocation par rapport aux besoins réels et permanents des catégories en question. Et ce sera bientôt mangé par l'inflation. (...) Et rien, absolument rien, en matière de chômage, alors que la politique d'austérité est directement cause de la récession. (...) »

C.F.D.T. : stabilisation de l'austérité.

M. Edmond Maire, secrétaire général de la C.F.D.T. : « En ce qui concerne l'emploi, le plan du gouvernement est pire que ce que l'on pouvait craindre. Les mesures annoncées forment, en fait, un plan de stabilisation de l'austérité, un plan de maintien du chômage. (...) »

« Certes, deux mesures positives ont été obtenues : 700 francs pour les personnes âgées, 250 francs pour les personnes âgées de moins de 60 ans. (...) »

« Il n'est pas possible de relancer l'économie en augmentant la consommation des particuliers. (...) »

« Le but du président de la République est avant tout de reconstruire le rôle des entreprises en distribuant l'argent de l'Etat pour qu'elles poursuivent leur politique de reconstruction et de concentration. (...) »

F.O. : pas de contrepartie sociale aux facilités pour les entreprises.

Le bureau de Force ouvrière : « L'octroi de 10 milliards de francs en faveur des équipements collectifs s'inscrit dans le sens des préoccupations de Force ouvrière, mais cette mesure ne portera réellement ses fruits que si le gouvernement fait échec aux obstacles administratifs et techniques de tous ordres qui, habituellement, réduisent la portée de telles décisions et finalement les rendent inopérantes. (...) »

« S'agissant de l'aide à l'industrie, sans en contester le principe, le bureau de Force ouvrière a habituellement récusé la portée de telles décisions et finalement les rendent inopérantes. (...) »

C.F.T.C. : des primes ne tiennent pas lieu de politique familiale.

La C.F.T.C. : « Des crédits importants vont être mis à la disposition des entreprises. Leur utilisation devra faire l'objet de discussions avec les représentants des travailleurs, soit pour...

C.G.C. : organiser un « sommet » sur l'emploi.

La C.G.C. : « Le plan gouvernemental répond à l'insistance de la C.G.C. et rejoint un bon nombre de ses propositions. (...) »

« Pour une efficacité immédiate au niveau de l'emploi, les entreprises bénéficiaires de l'aide exceptionnelle de l'Etat doivent stopper tout licenciement. (...) »

FEN : aucun changement de cap.

La FEN : « Ces mesures ne constituent, en aucune manière, le changement de cap, donc ni type de croissance que le président de la République a cependant évoqué. (...) »

« Si certaines mesures immédiates ont été décidées pour les personnes âgées et pour les familles, rien n'a été prévu dans le maintien et la progression du pouvoir d'achat des travailleurs. (...) »

UNEF (ex-Renouveau) : une relance de l'austérité.

« Aucune des grandes revendications nationales n'est satisfaite. (...) »

LE FIGARO : le recul du chômage n'est pas pour demain.

« L'important est de voir si le blocage politique qui persiste au sein des partis — et qui renforce à nouveau des rumeurs d'élections anticipées — peut se dissiper entre le chef de l'Etat et cette forte proportion de l'opinion qui, son regard, demeure incertain. (...) »

DANS LA PRESSE PARISIENNE

L'HUMANITE : loin de la relance.

Le quotidien communiste L'Humanité titre en première page : « Le plan Giacard aggravera la situation. (...) »

L'Aurore : considérable.

« C'est considérable. Ce pourrait être dangereux pour les finances de l'Etat, pour le franc, car le déficit du présent exercice ne se creusera pas jusqu'à 50 milliards. (...) »

LA LETTRE DE LA NATION : les méfaits de l'opposition.

« La montagne n'a donc pas accouché d'un souris. (...) »

LES ECHOS : presque l'électrochoc.

« Une bonne dose de dopage va être insufflée au corps économique français, notamment par le biais de l'électrochoc. (...) »

LAURENCE : considérable.

« C'est considérable. Ce pourrait être dangereux pour les finances de l'Etat, pour le franc, car le déficit du présent exercice ne se creusera pas jusqu'à 50 milliards. (...) »

LA LETTRE DE LA NATION : les méfaits de l'opposition.

« La montagne n'a donc pas accouché d'un souris. (...) »

LES ECHOS : presque l'électrochoc.

« Une bonne dose de dopage va être insufflée au corps économique français, notamment par le biais de l'électrochoc. (...) »

... et professionnels

FERRY (sidérurgie) : un plan incomplet.

M. Jacques Ferry, président de la Chambre syndicale de la sidérurgie française : « Dans les meilleures des hypothèses, la sidérurgie, qui travaille aujourd'hui presque partout à moins de 50 % de sa capacité, ne pourra pas continuer à apporter, au cours des prochains mois, la charge très lourde d'un effectif en surmarge. (...) »

BURNEL (mécanique) : un effort important.

M. P. Burnel, président de la Fédération des industries mécaniques : « L'estime et l'appréciation de l'effort qui a été fait par l'industrie française pour assurer l'avenir de l'économie française et par là même le bien-être de tous les citoyens. (...) »

F.N.S.E.A. : rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole.

La Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles : « Rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole. (...) »

F.N.M.E.F. (Fédération nationale des métallurgistes de France) : « Seuls de tous les groupes sociaux, les huit cent mille métallurgistes ont été oubliés, comme par le passé. (...) »

La Confédération : rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole.

« Rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole. (...) »

La Confédération : rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole.

« Rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole. (...) »

La Confédération : rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole.

« Rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole. (...) »

La Confédération : rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole.

« Rien n'est prévu pour le relancement du revenu agricole. (...) »

LAURENCE : considérable.

« C'est considérable. Ce pourrait être dangereux pour les finances de l'Etat, pour le franc, car le déficit du présent exercice ne se creusera pas jusqu'à 50 milliards. (...) »

LA LETTRE DE LA NATION : les méfaits de l'opposition.

« La montagne n'a donc pas accouché d'un souris. (...) »

LES ECHOS : presque l'électrochoc.

« Une bonne dose de dopage va être insufflée au corps économique français, notamment par le biais de l'électrochoc. (...) »

OUTRE-MER

Aux Comores

LE POUVOIR REND L'ANCIEN MINISTRE DE L'INTERIEUR RESPONSABLE DES RECENTS INCIDENTS

« A la suite des incidents qui ont fait trois morts et sous blessés mardi 2 septembre, à la Grande-Comore de la Moroni (le 5 septembre), la haute représentation de Comores à Paris a publié jeudi un communiqué présentant une nouvelle version des faits. (...) »

LE FIGARO : le recul du chômage n'est pas pour demain.

« L'important est de voir si le blocage politique qui persiste au sein des partis — et qui renforce à nouveau des rumeurs d'élections anticipées — peut se dissiper entre le chef de l'Etat et cette forte proportion de l'opinion qui, son regard, demeure incertain. (...) »

opposi

CLEMENT (travaux publics) : le temps des pleurs est terminé.

M. Philippe Clément, président de la Fédération nationale des travaux publics : « Les mesures annoncées correspondent bien à celles que nous nous proposons. (...) »

FEDERATION DU BATIMENT : le sauvetage de cent mille emplois.

« Les dirigeants de la F.N.B. estiment que, si les mesures de relance relatives au secteur de la construction sont effectivement mises en application, elles peuvent se traduire par une augmentation de 10 % de la production dans ce secteur, donc la sauvegarde ou la création de cent mille emplois. (...) »

M.E. : une déflation.

« Une telle déflation s'impose ne souffre guère de discussion, puisque aussi bien, après l'effacement du système de Bretton-Woods, nous sommes en présence d'une situation de déséquilibre et de déséquilibre, dans laquelle il convient de rétablir progressivement stabilité et ordre. (...) »

A L'ASSEMBLEE EXTRAORDINAIRE DE L'ONU

Le « nouvel ordre économique mondial » traduit bien la volonté de rénovation du gouvernement français, déclare M. Sauvagnargues

M. Kissinger participe ce vendredi 5 septembre, à New-York, aux débats de l'Assemblée générale extraordinaire des Nations unies sur le développement et la coopération économique. L'intervention du secrétaire d'Etat américain a été lue, jeudi, par M. Moy-nibaw, représentant des Etats-Unis à l'ONU. Dans la soirée de jeudi, l'Assemblée a notamment entendu M. Sauvagnargues, ministre français des affaires étrangères. Voici les principaux passages de son discours :

« Le droit des pays du tiers monde à être associés directement au progrès économique mondial, à en recevoir une part plus équitable ainsi qu'à influencer les choix dont il dépend, ne saurait être contesté. (...) »

« Les événements eux-mêmes, l'instabilité accrue des positions économiques des uns et des autres, le climat d'insécurité qui se crée, les risques de déstabilisation de l'économie mondiale qu'il comporte, ont démontré que la seule méthode appropriée pour résoudre ces problèmes actuels est celle du dialogue, fondé sur la compréhension mutuelle, sur le sentiment de la profonde solidarité qui nous unit, pour le mieux et pour le pire, sur la certitude que la complémentarité des intérêts des producteurs et des consommateurs l'emporte de beaucoup sur le apparent antagonisme. (...) »

« Nous sommes donc tous d'accord sur un programme de travail qui, de par sa nature même et sa très vaste portée, requerra un effort prolongé, car il ne s'agit de rien moins que d'une complète remise en ordre de l'économie mondiale. (...) »

« Qu'une telle rénovation s'impose ne souffre guère de discussion, puisque aussi bien, après l'effacement du système de Bretton-Woods, nous sommes en présence d'une situation de déséquilibre et de déséquilibre, dans laquelle il convient de rétablir progressivement stabilité et ordre. (...) »

« Les lois économiques, qui, étant donné le caractère utopique d'une planification à l'échelle mondiale, continueront à conditionner les progrès et l'expansion de l'économie mondiale. (...) »

« Que la réorganisation des rapports économiques internationaux soit l'œuvre de tous les peuples, c'est une évidence. (...) »

« Il est apparu clairement au cours des derniers mois que nous ne sommes pas les seuls concernés à une sorte de consensus quant à la liste des produits qui doivent en priorité faire l'objet de la négociation d'accords de stabilisation. (...) »

« Sur les dispositions que devraient comporter les futurs accords de produits, je crois que, là aussi, les vues des divers Etats se sont sensiblement rapprochées. (...) »

« Nous sommes de ceux qui justifient l'adoption de cet égard une attitude défensive et malhonnête et qui estimont que l'essor de la production industrielle dans les pays en voie de développement doit être facilité et encouragé par le soutien d'une coopération internationale. (...) »

« Les lois économiques, qui, étant donné le caractère utopique d'une planification à l'échelle mondiale, continueront à conditionner les progrès et l'expansion de l'économie mondiale. (...) »

« Que la réorganisation des rapports économiques internationaux soit l'œuvre de tous les peuples, c'est une évidence. (...) »

« Il est apparu clairement au cours des derniers mois que nous ne sommes pas les seuls concernés à une sorte de consensus quant à la liste des produits qui doivent en priorité faire l'objet de la négociation d'accords de stabilisation. (...) »

« Sur les dispositions que devraient comporter les futurs accords de produits, je crois que, là aussi, les vues des divers Etats se sont sensiblement rapprochées. (...) »

« Nous sommes de ceux qui justifient l'adoption de cet égard une attitude défensive et malhonnête et qui estimont que l'essor de la production industrielle dans les pays en voie de développement doit être facilité et encouragé par le soutien d'une coopération internationale. (...) »

L'ONU irremplaçable

« Je ne m'étendrais pas sur la nécessité de la réforme monétaire internationale. (...) »

« La coopération se traduit, en effet, obligatoirement par un échange de ressources réelles ; il s'agit là d'une coopération qui fait-il l'accepter loyalement et en tirer les conséquences. (...) »

« Il reste que l'essentiel des transferts financiers repose toujours sur l'effort volontaire des pays industrialisés et des autres pays disposant de ressources. (...) »

Accepter les conséquences de l'industrialisation

« Mais nous ne devons pas limiter notre action aux produits de base principalement produits et exportés par les pays en voie de développement ; ce serait négliger les autres secteurs qui sont à ces derniers ceux des produits agricoles dont ils sont largement importateurs. (...) »

« Ces mêmes exigences s'imposent à propos de l'accès au marché des produits manufacturés des pays en voie de développement. (...) »

« Nous sommes de ceux qui justifient l'adoption de cet égard une attitude défensive et malhonnête et qui estimont que l'essor de la production industrielle dans les pays en voie de développement doit être facilité et encouragé par le soutien d'une coopération internationale. (...) »

ECOLE DE CADRES DE LAUSANNE

1. Vous voulez réussir votre entrée dans la vie active. Vous avez besoin d'une formation en administration d'entreprise.

Cours généraux de formation de futurs cadres polyvalents (méthodologie, conduite des hommes, finances, production, méthodes d'analyse de marché et de commercialisation). Conditions d'admission : un principe 21 ans, niveau secondaire (baccalauréat ou diplôme équivalent), si possible stages pratiques en entreprise.

2. Vous êtes déjà un cadre expérimenté. Mais vous visez plus loin. Vous avez besoin d'une préparation à la direction des entreprises.

Cours supérieurs de perfectionnement de cadres déjà en fonction (méthodologie, relations humaines, gestion financière, gestion de la production, marketing). Conditions d'admission : des 25 ans et 5 ans de milieu d'activité professionnelle et si possible stages pratiques en entreprise.

3. Vous préférez des études courtes, mais intensives et un enseignement dispensé exclusivement par des praticiens. Vous demandez une documentation ECL.

Ecrivez ou téléphonez au Secrétaire de l'Ecole de Cadres de Lausanne, chemin de Moriez 38, CH-1003 Lausanne (Suisse), tél. (021) 23 29 82, en précisant la référence : MD 19

Formation en Administration d'Entreprise et Préparation à la Direction des Entreprises sont deux cours de l'Ecole de Cadres de Lausanne — institut international indépendant spécialisé depuis 1963 dans la formation et le perfectionnement des cadres d'entreprise.

Dans ces deux cours : 1 session par an (octobre à juin), durée 8 mois — Etudes à plein temps pendant 1 an ou à temps partiel pendant 2 ans — Enseignement exclusivement en français — Etudes de cas et visites — Certificats et diplômes ECL.

Bretagne
icalistes
salarité

150

Souscrivez maintenant...
tout que vous avez la garantie d'être accepté
Pas d'examen médical. Pas de questionnaire-santé.

**Acceptation garantie si vous avez moins de 75 ans.
Pas de risque. Pas d'obligation.**

**GROUPE CONCORDE 5, RUE DE LONDRES
SUPER GARANTIE HOSPITALIERE 75439 PARIS CEDEX 09**

1. Écrivez en lettres capitales vos nom, prénom, adresse
Nom : M, Mme, Mlle _____ Prénom _____
N° _____ Rue _____ Commune _____
Code postal _____ Bureau distributeur _____

2. Indiquez le plan que vous choisissez
 PLAN 4.200 PLAN 2.400

3. Indiquez la couverture que vous choisissez
 les deux parents et tous les enfants mari et femme un parent et tous les enfants une personne

4. Liste de toutes les personnes à assurer, y compris vous-même

Nom de famille	Prénoms	Sexe	Date de naissance
Amar principal			
Epoux			
Enfants			

Par le présent document, je sollicite la Super Garantie Hospitalière qui me garantit tout que vous les membres de ma famille. Je reconnais que la garantie est soumise à l'examen de la Super Garantie Hospitalière dans le délai de 15 jours après la signature de ce document. Si l'examen est défavorable, je m'engage à verser à la Super Garantie Hospitalière la somme de 100 000 F par mois pendant 12 mois consécutifs. Si l'examen est favorable, je m'engage à verser à la Super Garantie Hospitalière la somme de 100 000 F par mois pendant 12 mois consécutifs. Cette somme sera versée à la Super Garantie Hospitalière.

Les enfants à charge affilés par parents âgés ont moins de 21 ans et moins de 23 ans s'ils possèdent des frères. Pour ces enfants, les indemnités sont égales à la moitié.

Date _____

N'envoyez pas d'argent
Pas de risque. Pas d'obligation. Nous vous enverrons la police pour un libre examen de dix jours.

**Envoyez cette proposition avant le lundi 15 septembre 1975 à minuit dernier délai
vous aurez la garantie de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière
du Groupe Concorde qui vous apporte:**


4200 F par mois **50400 F par an nets d'impôts**

si vous-même ou votre femme êtes à l'hôpital ou en clinique pour maladie ou accident.

La Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde vous paie directement 140 F par jour nets d'impôts... que vous utilisez à votre gré.

- VOUS PAIE EN ARGENT FRANCS quand vous êtes hospitalisé pour maladie ou accident... jusqu'à concurrence de 168.000 F par chaque cas prévu par la police.
- VOUS LE PAIE en plus des prestations de la Sécurité Sociale, d'un autre régime de prévoyance et de toute autre assurance.
- VOUS PAIE EN ARGENT FRANCS 4.200 F chaque mois (140 F par jour) ou 2.400 F chaque mois (80 F par jour) si vous choisissez ce plan.
- PROTÈGE toute votre famille avec un seul et unique versement mensuel qui couvre tout... et choisissez la protection individuelle ou pour le couple, à un tarif très avantageux.
- PLUS... LE GROUPE CONCORDE VOUS ASSURE le droit d'ajouter une Garantie Facultative ou plusieurs, jusqu'à quatre, quand vous serez accepté.

Qui a besoin de la Super Garantie Hospitalière?



Cette femme en a besoin. Si elle est hospitalisée, elle devra payer ses frais hospitaliers. Elle devra aussi payer ses frais de garde pour ses enfants. La Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde lui assure la protection même dans le cas d'accident. Pour quelques francs par mois seulement, elle peut se protéger et protéger ses enfants... et elle est assurée de recevoir de l'argent franc quand elle en aura le plus besoin.

Un de nos directeurs répond aux quatre questions-clé sur la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde

- Pourquoi y a-t-il une «Période Spéciale de Souscription»?
En établissant un grand nombre de polices en peu de temps, nous réduisons nos frais administratifs. C'est pourquoi nous offrons à nos clients des tarifs très avantageux. Cependant, nous ne pouvons offrir la Super Garantie Hospitalière qu'à ceux qui nous ont été présentés avant le lundi 15 septembre 1975. N'envoyez pas d'argent.
- Puis-je avoir confiance en une assurance si facile à obtenir?
Le Groupe Concorde est l'un des plus importants en France, bien connu pour servir le public depuis plus de cinquante ans. Nous considérons que nous sommes totalement liés par le moindre mot qui figure dans cette page et que nous nous engageons à honorer la parole de nos agents ou courtiers. En nous demandant de vous adresser la police de la Super Garantie Hospitalière, vous ne prenez absolument aucun risque... et vous ne pouvez même en tirer que des avantages.
- Quelle est la police que vous m'offrez?
Il y a deux garanties, vous les recevrez : 1. Les garanties de base, à savoir : l'indemnité de base, l'indemnité de soins, l'indemnité de transport, l'indemnité de séjour, l'indemnité de transport, l'indemnité de séjour, l'indemnité de transport, l'indemnité de séjour... 2. Les garanties facultatives, à savoir : l'indemnité de soins, l'indemnité de transport, l'indemnité de séjour, l'indemnité de transport, l'indemnité de séjour...
De même, nous ne sommes pas couverts pendant les deux ans qui suivent la date d'effet de notre police. C'est pourquoi nous vous offrons la Super Garantie Hospitalière dans les deux ans qui précèdent cette date ou avant d'être admis, dans le même délai, à une première constatation médicale, à des soins médicaux ou à une hospitalisation. Au-delà d'un délai de deux ans après la date d'effet, il ne sera couvert.
- Quelles sont les quatre Garanties Facultatives qui me sont accordées et auxquelles j'ai droit?
Comme de ces quatre Garanties Facultatives vous serez accessible à un tarif très avantageux révisé.

Des tarifs très avantageux !
* Prime mensuelle pour le Plan qui vous verse 4200 F par mois (140 F par jour).

Age du souscripteur	Une personne seulement	Un parent et tous les enfants	Mari et femme	Mari et femme et tous les enfants
17-39	32,95	59,95	87,95	114,95
40-49	37,95	64,95	92,95	119,95
50-59	42,95	69,95	97,95	124,95
60-64	47,95	74,95	102,95	129,95
65-69	52,95	79,95	107,95	134,95
70-74	57,95	84,95	112,95	139,95

* Ou choisissez le Plan qui vous verse 2400 F par mois (80 F par jour).

Age du souscripteur	Une personne seulement	Un parent et tous les enfants	Mari et femme	Mari et femme et tous les enfants
17-39	18,95	33,95	48,95	63,95
40-49	21,95	39,95	55,95	70,95
50-59	24,95	45,95	62,95	77,95
60-64	27,95	51,95	69,95	84,95
65-69	30,95	57,95	75,95	91,95
70-74	33,95	63,95	81,95	98,95

* Les enfants à charge affilés par parents ont moins de 21 ans et moins de 23 ans s'ils possèdent des frères. Pour ces enfants, les indemnités sont égales à la moitié.

* Les primes sont calculées sur la base de votre âge à votre dernière constatation préalable l'indemnité de la police. Lorsque mari et femme sont assurés, nous ne prenons en considération que l'âge du mari.

Le paiement de vos primes pourra être effectué en plusieurs fois par prélèvement sur votre compte en banque. Si vous préférez payer par chèque, nous vous enverrons un chèque.

Qui a besoin de la Super Garantie Hospitalière?



Cet homme en a besoin. Il a besoin des meilleurs soins pour lui-même et sa famille et il l'est... or le tout est financé par la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde. Cet homme sait que la solution la plus sûre et la plus économique est de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde. Il peut ainsi se protéger et protéger sa famille... pour moins cher qu'il ne l'aurait pensé.

Mais, pour profiter de cette chance, vous devez souscrire avant la date limite indiquée ci-dessus. Souscrivez pour vous-même et votre famille et vous serez assuré de bénéficier de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde. Souscrivez pour vos enfants car les indemnités nettes d'impôts : 4.200 F par mois (140 F par jour) si vous êtes hospitalisé. Souscrivez pour votre conjoint car les indemnités nettes d'impôts : 4.200 F par mois (140 F par jour) si votre conjoint est hospitalisé. Les versements tombent dès le premier jour d'hospitalisation due à la maladie ou à l'accident... même après 40 jours s'il le faut pour tous les cas prévus par la police. Oui, pour tout adulte qui a souscrit le Plan 4.200, total des indemnités peut atteindre 168.000 F pour toute maladie ou accident.

Qui a besoin de la Super Garantie Hospitalière?



Cette femme en a besoin. Si elle est hospitalisée, elle devra payer ses frais hospitaliers. Elle devra aussi payer ses frais de garde pour ses enfants. La Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde lui assure la protection même dans le cas d'accident. Pour quelques francs par mois seulement, elle peut se protéger et protéger ses enfants... et elle est assurée de recevoir de l'argent franc quand elle en aura le plus besoin.



GROUPE CONCORDE
5, rue de Londres 75439 Paris Cedex 09
Tél. 874.82.50, 526.97.77, 874.29.51

Groupe Concorde
Super Garantie Hospitalière
5, rue de Londres
75439 Paris Cedex 09

LA CONCORDE (Général) est une S.A. au capital de 200.000.000 F. Siège social : 5, rue de Londres - 75439 Paris Cedex 09. R.C. 200.000.000. N° de la Police : 75439/100. R.C. 200.000.000.

CE DOCUMENT EST UN PROSPECTUS. Il ne constitue ni une offre ni une sollicitation de souscrire à une assurance. Il est destiné à fournir des informations générales sur les conditions de souscription de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde. Les conditions de souscription de la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde sont indiquées dans le prospectus de souscription. Elles sont soumises à l'approbation de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (C.S.S.F.).

Hospitalisés privés réglés par le décret du 14 Juin 1970.

Qui a besoin de la Super Garantie Hospitalière?



Cet homme en a besoin. Il a besoin des meilleurs soins pour lui-même et sa famille et il l'est... or le tout est financé par la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde. Cet homme sait que la solution la plus sûre et la plus économique est de souscrire à la Super Garantie Hospitalière du Groupe Concorde. Il peut ainsi se protéger et protéger sa famille... pour moins cher qu'il ne l'aurait pensé.

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

LE PROCHE-ORIENT.
Le conseil des ministres s'est réuni le 5 septembre au palais de l'Élysée sous la présidence de M. Valéry Giscard d'Estaing. M. André Rossi, porte-parole du gouvernement a donné lecture du communiqué officiel suivant :
Le conseil a adopté le programme de soutien à l'économie, ainsi que le projet de loi de finances rectificative pour 1975...
A ce sujet, le président de la République a déclaré : « Le programme de développement économique va être soumis aux débats et au vote du Parlement. Mais il n'y a pas lieu de modifier la nature de ce débat et de se voir en sollicitant un vote politique, puisque le gouvernement a eu la confiance du président de la République, dispose d'une majorité et a eu l'occasion de se manifester pendant la session de printemps ».

L'ORGANISATION DE LA ZONE FRANC.
Le ministre de l'économie et des finances a rendu compte de la réunion à Paris des ministres des finances de la zone franc, concernant :
— Les modalités de fonctionne-

L'ASSEMBLÉE DU F.M.I.
Le ministre de l'économie et des finances a également rendu compte des travaux de la réunion annuelle de l'Assemblée générale du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale tenue à Washington. Une série d'accords sont intervenus. Les dispositions des accords de Bretton-Woods relatives à l'établissement de la zone franc ont été adoptées. Les modalités de fonctionnement de la zone franc ont été discutées. Les dispositions des accords de Bretton-Woods relatives à l'établissement de la zone franc ont été adoptées. Les modalités de fonctionnement de la zone franc ont été discutées.

LA CONTROVERSE AU SEIN DE L'UNION DE LA GAUCHE

M. Estier : il est temps que le P.C.F. réserve ses coups à Giscard d'Estaing plutôt qu'à Mitterrand

M. Claude Estier, membre du secrétariat du P.S., note dans l'édition du 5 septembre, à propos de la controverse entre communistes et socialistes sur la situation au Portugal : « Bien dans toutes nos positions, n'étant dirigé contre le parti communiste français à moins que celui-ci ne considère comme agressif chaque fois que l'on développe sur le Portugal un sujet — une analyse différente de la sienne et que l'on évoque en l'occurrence les erreurs commises par le P.C., portugais, erreurs non seulement soulignées à plusieurs reprises par les partis communistes italien et espagnol, qu'on ne suscite quand même pas d'antagonismes, mais également reconnues publiquement par Álvaro Cunhal lui-même (...). »

« Que le parti communiste veuille s'affirmer comme le parti de la classe ouvrière », comme « le meilleur défenseur des intérêts des travailleurs », c'est son droit le plus légitime. Mais cela ne l'autorise pas à affirmer que le parti socialiste a toujours été et a toujours tendance à céder aux pressions de la droite ». Cette mise en cause permanente est d'autant plus insupportable que toute l'action du P.S. démontre...

M. Alain Krivine : le P.C.F. fidèle champion du stalinisme

M. Alain Krivine, membre du bureau politique de la Ligue communiste révolutionnaire, répond, dans l'hebdomadaire Rouge, au refus de coopération opposé par le P.C.F. à son mouvement. Le chef de file trotskiste considère qu'il a fallu la réponse de l'Humanité au P.S.U. et à la L.C.R. pour que les lecteurs du quotidien communiste apprennent qu'au Portugal le P.C.F. avait constitué un front avec la section locale de la IV^e Internationale, s'étendant de l'« exclusivisme de principe » du P.C.F. contre des groupes révolutionnaires (à l'ère que la rupture au Portugal entre l'extrême gauche et le P.C.F. est seulement tactique). M. Krivine note :

« Une telle position, réaffirmée aussi clairement aujourd'hui, ne peut que faire douter de la sincérité du P.C.F. lorsqu'il engage à respecter le multipartisme dans le cadre de la démocratie avancée. Ce respect sera-t-il limité aux trotskistes et aux qualifiés de gauche, de façon à écarter des courants révolutionnaires du mouvement ouvrier ? (...) Nous ne sommes plus des hitléro-trotskistes, et pas même des agents de la C.I.A. Nous sommes devenus plus simplement « une variété du réformisme gauchiste », isolé et battu par « le courant léniniste du mouvement ouvrier », que le P.C.F. prétend représenter (...). De cela, prenons acte. L'aveu est de taille : le P.C.F. préfère donc l'unité d'action, voire de programme, avec les bourgeois radicaux et l'U.J.F. qu'avec certains courants du mouvement ouvrier.

vous vous destinez aux carrières de la gestion
altes vous sont ouvertes en préparant :

Bac G2
BTS
Aptitude - Probatoire
DECS - Expertise
Téléphonier au :
523.05.41
523.01.98

CONCOURS E.N.A. - E.N.M.
PRÉPARATION A L'ORAL
STAGES DU 2 OCT. AUX ORAUX
SIMULATION DU GRAND ORAL ET DE L'ÉPREUVE DE LANGUE

INSTITUT DE PRÉPARATION AUX ÉTUDES SUPÉRIEURES
enseignement supérieur privé
IPESUP 18, r. de la République - Paris
75004 - Tél. : 330.50.91

Autres préparations :
Sciences Po, H.E.C., médecine, pharmacie, etc.

RENTRE SCOLAIRE 75-76
diplômes de
COMPTABILITÉ
Probatoire et Aptitude
Cours du jour - Cours du soir
Ecole Privée
FAX
874.95.59
874.56.80

COLLÈGE PRIVÉ MIXTE d'enseignement secondaire de LOURDOUX-SAINT-MICHEL 36140, centre culturel européen, 400 m d'altitude, fondé en 1840. Tél. : 42.6° à Term. A.B.C.G., Math Sup., Lettres Sup., Pédagogie moderne, 15 élèves par classe, sports (natation, équitation, karaté).

MÉDECINE

Selon l'étude d'une association professionnelle La compétence et les responsabilités nouvelles des infirmières exigent une révision de leur statut

Est considérée comme exerçant la profession d'infirmière toute personne qui de ses habitudes, soit à domicile, soit dans des services publics ou privés d'hospitalisation ou de consultation, des soins prescrits ou conseillés par un médecin. Dans sa brièveté, l'article L. 473 du code de la santé publique qui définit ainsi la profession d'infirmière pourrait bien présenter, au regard de la pratique, une explication de « maladie » que connaît depuis de nombreuses années, cette profession. Malheureusement les conséquences sont malheureusement connues, la principale étant bien entendu le pénurie grave de personnels infirmiers dans tous les secteurs.

Dans un document dont on lira ci-dessous certains extraits, l'Association nationale française des infirmières et infirmières diplômées d'Etat (ANFI) indique en quels termes devrait être, selon elle, redéfinie la fonction d'infirmière. Responsabilité et initiative, telles sont les deux grandes exigences formulées par l'ANFI. Exigences justifiées, l'on connaît le fonctionnement habituel des services hospitaliers et le rôle primordial qu'y jouent les infirmières.

Depuis bientôt dix ans le milieu infirmier français vit dans une situation de malaise permanent et ne va pas jusqu'à présent résoudre que les pouvoirs publics compétents en matière de santé y portent une attention autre que formelle, peut-on lire en préambule au texte de l'ANFI. Les solutions approuvées actuellement ne sont que des palliatifs. Telles sont, par exemple, la situation consistant à former à tout prix et à n'importe quel prix une quantité plus grande d'infirmières en multipliant les écoles et en augmentant de manière souvent irrégulière le nombre des élèves dans les écoles existantes, bref, en admettant sans réserve que la solution du problème infirmier est uniquement quantitative.

La formation et l'encadrement du personnel auxiliaire en formation.

ÉDUCATION
SELON LA COMMISSION EUROPÉENNE
L'éducation sexuelle obligatoire au Danemark n'enfreint pas la convention des droits de l'homme

L'institution de l'éducation sexuelle obligatoire dans les écoles publiques du Danemark n'enfreint pas la convention européenne des droits de l'homme. Telle est la conclusion du rapport qui vient d'être adopté par la Commission européenne des droits de l'homme, suite sur plainte de trois couples danois.

Après avoir vainement tenté de faire dispenser leurs enfants de cette éducation sexuelle, les trois couples avaient temporairement recouru à d'autres et solutions de fortune et s'étaient réfugiés à la maison, écoles privées, avant d'attirer de front l'institution dont ils contestaient la légitimité.

L'INSTITUT SUPÉRIEUR DU COMMERCE DE PARIS (I.S.C.)
vous informe que le concours d'entrée des 16-17 et 18 septembre 1975 se déroulera dans ses nouveaux locaux 22, bd du Fort-de-Vaux, Paris-17^e.
Renseignements, Téléphone : 270-34-60 et 270-34-81
Clôture des inscriptions le vendredi 12 septembre.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS
pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse
Cours directs (1^{re} et 2^e années)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

LE SNES ESTIME QUE DIX MILLE MAÎTRES AUXILIAIRES SONT MENACÉS DE CHOMAGE À LA RENTRÉE

La situation de l'emploi et de la veille de cette rentrée scolaire aussi grave dans l'enseignement public que dans les autres secteurs d'activité », affirme le Syndicat national des enseignants de 2^e ordre (SNES), armé à la présidence de l'Association nationale des enseignants (ANAE) et du syndicat de l'Instituteur de la région de Paris (SIRP). Selon le directeur de l'éducation nationale, M. René Haby, ministre de l'Éducation nationale, les places des enseignants devraient être de 42 290 en septembre 1975. Faisant le compte de 42 290 maîtres auxiliaires actuellement en fonction, le SNES estime que cette réponse laisse planer un danger de chômage sur dix mille maîtres auxiliaires et a contrôlé les engagements écrits pris le 31 octobre 1974, au nom du gouvernement, par le secrétaire d'État à la fonction publique. Le syndicat souligne, en outre, que le nombre de places aux concours de recrutement est à nouveau diminué de mille dans le projet de budget.

سكينة الرحيل

Plaisirs de la table



A LA VIEILLE FONTAINE...

Si la preuve était à faire de la famille de l'enseignement classique, en cuisine, et du rôle souvent méconnu des chefs (au sens où je les oppose aux cuisiniers), l'histoire de la Vieille Fontaine serait un bel exemple.

François Clerc est un garçon que les choses de l'appétit ont toujours passionné. Lorsqu'il s'est mis à l'ouvrage de sa maison il avait beaucoup regardé travailler les cuisiniers, beaucoup fréquenté les restaurants, testé bien des produits. C'est, il a vu, constaté le menu qui, trop souvent, les cartes cachent sous l'amplypoud des appellations, gâté la présentation de sauces lourdes de fausses

richesses. Il était las des fleurs, des médiocres origines canonnées, des sempiternelles pommes de terre. Il a reconstruit ses manches.

La carte de la Vieille Fontaine n'est certes pas parfaite, mais elle fait preuve de courage, d'originalité, de caractère et d'imagination. Nous la testâmes avec un ami plein de raison, de sensibilité aussi. Il s'émerveilla comme moi à cette recherche sans ostentation de « droit en goût » que nous retrouvâmes aussi bien dans la salade (devenue presque commune aujourd'hui) de fole gras frais, haricots verts frais et salade, mais ici présentée dans toute sa can-

deur, que dans la rale sur un lit d'épinards.

Pour moi, j'aurais goûté d'une terrine de saumon à l'oseille et aux pointes d'asperges parfaitement soutenue, sans même besoin d'une sauce, et j'aurais voulu aussi connaître cette terrine de magret de canard. Ce magret mis décaraté à toutes les sauces, y compris surtout les mauvaises (le volait bien le carnet de recettes de... magret !), paraissant en terrine bien mieux chez lui, entre les escargots aux noix et la choucroute aux lardons et œufs mollets. Nous étions là en pleine bonne humeur rustique, à la campagne. Et la campagne est là, dans ce

parc lui-même taillé dans le parc de Maisons-Laffitte, environné de verdure et de champs d'oiseaux.

Mais laissez le bouquetier pour en revenir à la carte. La rale bien cuite, je veux dire cuite encore tenue ferme, sur un lit d'épinards en branches également cuites à la commande et craquantes, nappées d'un beurre monté légèrement échaloté (un beurre blanc en quelque sorte épuré et simplifié), avec quelques petits navets merveilleusement traités. C'était... sublime !

La carte propose des viandes de bonne provenance, un assoulet au confit « maison », une tricotée de Bresse à la crème d'estragon. Le plateau des fromages n'en propose que des fermiers, bien choisis. La carte spéciale des desserts compte une mousse de fraises à la crème, des œufs à la neige, une charlotte au chocolat, des sorbets et des glaces, et celle des vins quelques très belles bouteilles.

La salle à manger est d'une maison familiale, la recherche des nappes, des verres, des assiettes (grandes, où la portion est à l'aise et l'appétit allié), heureux. La vue sur le parc et la petite pièce d'eau, reposante. La Vieille Fontaine ouvre le 2 septembre. N'hésitez point, ce sera le meilleur repas de retrouvailles parisiennes possible !

LA REYNIRE.

* La Vieille Fontaine, 4, avenue Ordry - Tél. 969-61-78 - Maisons-Laffitte.

Mode



RAYONS DE SEPTEMBRE

Les expositions se suivent et se ressemblent dans les grands magasins, entre les ventes promotionnelles de la rentrée et les expositions de jouets, cela pour toutes sortes d'acheteurs.

Ainsi, au Bazar de l'Hotel-de-Ville, l'isolation thermique et phonique tiendra la tête d'affiche tout l'hiver, avec des doubles fenêtres pour bricoleurs en « Euro-kifs » à monter soi-même.

Le Bon Marché inaugure ses « Marchés d'Asie » du 20 septembre au 11 octobre, avec des vêtements très colorés, des objets, voire un restaurant vietnamien.

Les Galeries Lafayette se consacrent, du 26 septembre au 23 octobre, à « l'artisanat des pays de l'Est » : Bulgarie, Roumanie, Pologne, Hongrie, Albanie, Tchecoslovaquie et Yougoslavie. La confection et les accessoires, souvent brodés, la vaisselle, les bois peints, et les jeux se mêlent aux peintures naïves et aux spécialités alimentaires.

Au Printemps, le « Souk de Marrakech » se tient du 19 septembre au 18 octobre, avec des

textiles, des accessoires de ces tapis, des instruments de musique, des objets de toute sorte pour la maison, enfin des éléments de gastronomie marocaine.

La Samaritaine ouvrira, du 7 septembre au 11 octobre, une boutique « Pérou-Bolivie » à couleurs vives. On y trouvera vêtements et des accessoires en « pays », des tentures et des coussins ainsi que des céramiques.

Aux Trois Quartiers, du 27 septembre au 13 octobre, une série de ventes de stalles d'origine espagnole de l'exposition consacrée, cheval qui comprendra des œuvres d'artistes animaliers, animation et des jeux pour enfants, avec tous les vêtements d'équitation, les selleries et les accessoires, etc.

Enfin, La Redoute vient de venir son huitième magasin, à Paris, avenue de Clichy, avant ce de Marseille, rue Saint-Ferréol, 11 septembre. On y trouve les catalogues et les spécialités parisiennes, souvent très velées et complémentaires.

NATHALIE MONT-SERVAN.



Les ponchos, les manteaux amples sur des jupe-chausses, les chemises à gros emmanchures, les robes à la russe et multiples autres hits de la saison se retrouvent dans les vitrines d'hiver de ces magasins. Les prix situent malheureusement le prêt-à-porter largement diffusé en France et à l'étranger, entre 1.500 F pour un manteau, et 1.500 F pour un maillon.

Les vitrines de la rue de la Harpe, entre la rue de la Harpe et la rue de la Harpe, sont très intéressantes. Les vitrines de la rue de la Harpe, entre la rue de la Harpe et la rue de la Harpe, sont très intéressantes.

(Croquis de MARCO.)

Rive gauche

AUX VIEUX METIERS DE FRANCE Michel MOISANT, Propriétaire et Chef de cuisine vous accueille dans le cadre d'une petite cuisine traditionnelle, style Louis XIII, pour ses dîners qui cherchent à retrouver l'ambiance d'un ancien restaurant parisien.

LE PETIT ZINC... LE FURSTENBERG... Le Munchie

Rive droite

MARIUS et JANETTE TOUS LES FRUITS DE MER et toutes les spécialités provençales TERRASSE PLEIN AIR, fermé le dimanche 4, rue de la Harpe - Tél. 71-78, M. 94-37

TERMINUS NORD 824.48.72 SON BANC D'HUITRES 23, rue de Danekerue face Gare du Nord tous les jours

BOFINGER Fermé Dimanches DEJEUNERS DINERS SOUPERS TERRASSE FLEURIE PLATS D'ETE 5, rue de la Bastille, ARC 6782

En 6 mois d'existence, ce nouveau restaurant a reçu les meilleurs échos de 7 grands journaux et magazines. 10, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe

ELD 63, rue de Valenciennes, 63, rue de Valenciennes, 770-13-59

Prolongez vos vacances! découvrez la cuisine tropicale à via brasil 10, rue de la Harpe, 10, rue de la Harpe

LE GRAND VENEUR BARBIZON Infos et clients de sa réouverture le 6 septembre

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

Table listing restaurants by district: ALÉSIA, AVRON, BAC, BASTILLE, BLANCHE, BURSE, CHAMPS-ÉLYSÉES, LES GRANDS HOTELS, RESTAURANTS, BONNE NOUVELLE, COCHONNET, LES HALLES, SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, PASSEY-MUETTE, PLACE PERIERRE, PLACE Clichy, PORT MAILLOT, PONT-NEUF, REPUBLIQUE, SAINT-AUGUSTIN, SAINT-GEORGES, SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS, VAUGIRARD, VILLIERS, etc.

صحنك من الامل

SEPTEMBRE

Maison

EN ALLANT A L'ÉCOLE

Le bon côté de la rentrée, c'est l'achat d'un cartable et de divers accessoires pour ranger ses outils de travail.

Le « fourre-tout » est une pochette qui a détrôné la trousse traditionnelle. Pour les petites, il est en forme de chien (14 F, Au Bon Marché).

LA BARRE SE REDRESSE

L'ÉTÉ des vitesses s'échève sur un rayon de soleil. Le baromètre n'applique que sont les ventes de voitures n'ont pas glissé vers les zones de tempête.

Le regain du marché — alors que tout laissait prévoir son déclin — a, à coup sûr, été suscité par l'augmentation du « surplus » offert sur chevaux valétiers lorsqu'ils sont nés en France.

Ann. : O. don. E.-O. vin. Ouest Nord Est Sud passe passe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

On croit percevoir le frémissement d'un heureux renouveau, parvient une rumeur quasiment scandaleuse : le propriétaire de Val de l'Orne, cheval français actuellement le plus prometteur pour la héraie, continuera tout désigné de la prestigieuse lignée Brantôme, Vieux Menoir, Val de l'Orne, s'apprêterait à le vendre aux États-Unis.

Jeux

Bridge

Lorsque le déclarant est sûr que l'adversaire n'a pas une couleur suffisamment longue pour le faire jouer, il peut avoir intérêt, dans certains cas, à rejouer cette couleur. La donne suivante est typique.

En salle ouverte au Nord (Forquet) était le déclarant. Esp. ent. ma le valet de trèfle. Comment Nord a-t-il gagné ?

LA COUPE MENACANTE

Dans cette donne du professeur Antoine Roux, le contrat pouvait être réussi même si les adversaires avaient trouvé la meilleure défense.

Ann. : O. don. E.-O. vin. Ouest Nord Est Sud passe passe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Échecs

ÉTONNANTE RECTIFICATION EN CINQ COUPS DE PIONS

(Tournoi zonal de Vilnius, août 1975) Blancs : M. TAMANDV Noirs : B. VAGANIAN Début anglais.

1. D22 jouée dans la partie par correspondance Schachoposchnikov-Schachoposchnikov, en 1957.

En réalité, au second tour à jouer, Blancs comptent que la seule chance de chute était sur Ouest : A D V 10 3 à pique. Il prit donc le 9 de cœur avec le roi et

Ann. : O. don. E.-O. vin. Ouest Nord Est Sud passe passe 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100

Hippisme

Philatélie

MAURITANIE : « Européenne ». Un timbre-poste, d'après le dessin et la gravure de Jacques Combet, a été consacré à l'Européenne.

SENEGAL : « D' A. Schweitzer ». En hommage au docteur Albert Schweitzer (1875-1965), il a été émis un timbre-poste.

55 francs C.F.A., brun Van Dyck et vert olive. Dessiné et gravé par Eugène Lacaze. Impression taille-douce ; Atelier du Timbre de France.

Bureaux temporaires : 25000 Besançon (parc des expositions), du 9 au 14 septembre. 51000 Salon comptable des antiquaires.

37000 Tourn du 15 au 23 septembre. 21000 Tourn du 15 au 23 septembre. 21000 Tourn du 15 au 23 septembre.

LA GARENNE-COLOMBES, dans la salle des fêtes, 15, rue Louis-Jourdan, du 23 au 28 septembre, se tiendra une exposition de Jeunes organisée par la Cercle philatélique Alfred-de-Vigny.

Vos problèmes de rangement résolu aux prix les plus bas grâce à FRISWAL, fabricant créateur du Système T, la structure d'aluminium à rayonnages réglables pour mobilier de living, cuisines, bibliothèques, magasins, etc. Documentation et adresse revendeurs contre 2 timbres à 250 F, 50, rue de l'Église, 75110 PARIS 13^e, 435-41-15. Mag. vente Paris : 14^e, 101, av. Goussier, T. 338-67-72. 1^{er}, 49, boulevard Sébastopol, T. 338-05-36. 12^e, 87, bd Pigeau, T. 345-57-69.

N°1 du CASHMERE boutique ALEXANDRE SAVIN 261, rue Saint-Honoré - Paris (angle rue Cambon)

A TOUS PROBLÈMES D'ÉCLAIRAGE ready-made electric 38, rue Jacob, Paris (9^e) - 209-28-81

ÉTUDE Y. SOLOVIEV (1975) SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 211 V. DOGLOV et AN. KUZNETSOV (1972)

CARNET

Naissances

M. et Mme Serge Guichard... M. et Mme Maxime Ferrault...

Fiançailles

L'Amiral et Mme Mordochai Limon... M. et Mme Georges Artmayer...

Mariages

Mme Marguerite-Marie Armand... M. et Mme Jean-Pierre...

Décès

Mme Charles Brunet... M. et Mme Robert...

M. et Mme Henri Jaudou... M. et Mme Jacques...

M. et Mme Jean-Jacques... M. et Mme Jean-Claude...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

On nous prie d'annoncer la mort subite de Mme Gustave...

M. et Mme Robert... M. et Mme Jacques...

M. et Mme Henri Jaudou... M. et Mme Jacques...

M. et Mme Jean-Jacques... M. et Mme Jean-Claude...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

Les obsèques auront lieu en l'église Saint-Marc...

M. et Mme Robert... M. et Mme Jacques...

M. et Mme Henri Jaudou... M. et Mme Jacques...

M. et Mme Jean-Jacques... M. et Mme Jean-Claude...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

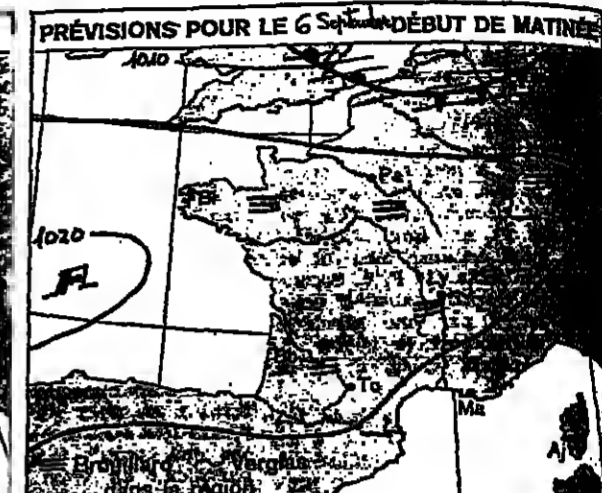
M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

M. et Mme Marie-Jeanne... M. et Mme Jean-Dominique...

AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France... Ciel nuageux, avec des averses...

Evolution probable du temps en France... Ciel nuageux, avec des averses...

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 5 septembre 1975: DES DECRETS... Arrêté relatif à l'entrée en vigueur...

Visites et conférences

SAMEDI 6 SEPTEMBRE... DIMANCHE 7 SEPTEMBRE... Visites guidées et conférences...

MOTS CROISÉS

Crossword puzzle grid with clues in French. Includes horizontal and vertical clues.

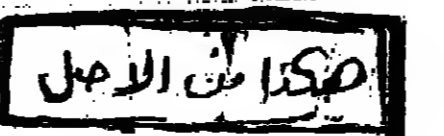
FAITS DIVERS

EXPLOSION DANS UN ATELIER MILITAIRE A BLOIS... ET DANS UN IMMEUBLE A SAINT-ETIENNE... Un F-52 explose en vol...

Le Monde de l'éducation. LA RENTRÉE. LE « NOUVEAU DÉPART » DE M. HABY. UNE INTERVIEW DE M. ANDRÉ HENRY. DES PARENTS PARLENT. CES ÉCOLES QUI FERMENT... DE LA PRATIQUE ENSEIGNANTE EN MILIEU SEMI-LIQUIDE... LA MONTÉE DU « POTENTIEL HUMAIN »... MON STAGE DE SERRURERIE. L'AIDE AUX JEUNES CHOMEURS. ET LES AUTRES RUBRIQUES...

Le Monde. Service des abonnements. APONNEMENTS. FRANCE - D.O.M. - T.O.M. - C.C.F. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE. ÉTRANGER par messagerie...

Pour votre DEMENAGEMENT 208 10-30 ODOUL



RADIO-TÉLÉVISION

PRESSE

Journal de 150

A RENTRÉE SUR FRANCE-INTER

Les principales caractéristiques des nouveaux programmes de France-Inter seront : la succession de la nouvelle émission de la semaine, la nouvelle émission de la semaine, la nouvelle émission de la semaine...

L'Italie du bonheur

Stendhal découvre l'Italie à l'âge de dix-sept ans : les armées de Bonaparte en parcouraient le pays... Et, de cette rencontre, adolescent avec Milan à la Chartreuse de Parme, Henri Bayle sera fréquemment sollicité par la péninsule.

TRIBUNES ET DÉBATS

Le 5 SEPTEMBRE. M.M. Jacques Ferry (C.N.P.F.) et Edmond Maire répondent aux questions d'Europe 1. À 19 h. 20. Thème : « Le plan de relance ».

LES PROGRAMMES

VENDREDI 5 SEPTEMBRE
 CHAÎNE I : TF 1
 CHAÎNE II (couleur) : A 2
 CHAÎNE III (couleur) : FR 3

« Le Monde » publie tous les samedis, dimanche et lundi, un supplément radio-télévision avec les programmes complets de la semaine.

MARTE MERGADIER ce soir dans LA POLICE DE PAPA et TOUS LES SOIRS dans LA LIBELLULE 2ème ANNÉE

20 h. 35, Semaine du documentaire. Personnage de la vie : Claude Olivevassia; 21 h. 25, Documentaire : L'odyssée sous-marine de l'équipe suisse (Les requins dormeurs du Yucatan); 22 h. 15, Journal de l'A 2.

SAMEDI 6 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
 9 h. 35, Variétés : Show Serge Lama; 21 h. 30, Antenne 2 : La Prison; 22 h. 15, Journal de l'A 2.
 22 h. 55, TF 1 Journal.

DIMANCHE 7 SEPTEMBRE

CHAÎNE I : TF 1
 14 h. 15 (C), Sport : Grand prix automobile de Spa; 16 h. 15 (C), Sports à Longchamp; 17 h. 45, 18 h. 15 (C), Un célibataire endurci; 20 h. 35 (R), Film : Les Désarmés; 21 h. 50, Avec M. Monro, C. Gable, M. Cliff et Wallach.

FRANCE-CULTURE
 20 h. Festival d'Orange, au Théâtre antique; 21 h. Festival de la Vierge; 22 h. 15, Journal de l'A 2.

FRANCE-MUSIQUE
 20 h. 35 (S), Les bons mouvements; 21 h. 30 (S), Festival de Vienne; 22 h. 15, Journal de l'A 2.

FRANCE-CULTURE
 20 h. (R), Ballet : « Les Mariés de la tour Eiffel »; 21 h. 30, Essai : « Lettres de Paris et d'ailleurs »; 22 h. 15, FR 3 actualités.

FRANCE-MUSIQUE
 14 h. 30 (S), Les tribunes des critiques de disques; 16 h. 30 (S), Opéra de Paris; 20 h. 30 (S), Festival de Vienne; 22 h. 15, Journal de l'A 2.

ALFRED MICHELIN

Un chrétien authentique

Les obsèques d'Alfred Michelin, dont « Le Monde » a annoncé le décès dans son précédent numéro, ont eu lieu dans l'intimité, le 4 septembre, à Mondon.

Les habitants de Mondon-Val-Fleury étaient en 1940, comme les Allemands, voisins de Kant, qui apprenait la Révolution française parce qu'ils ne virent plus le célèbre philosophe faire, pendant plusieurs jours, sa promenade quotidienne.

Alfred Michelin, personnage important du journalisme chrétien et du catholicisme social, était parti avec son cher journal quotidien le Croix dans le midi de la France où, marié, il était entré comme informateur religieux.

M. Michelin fut ainsi, pendant cinquante ans, un exemple pour tous les journalistes chrétiens. Sa fidélité, son réalisme, sa foi, sa ferveur religieuse, son ouverture d'esprit, sa persévérance, ont contribué à dessiner un personnage hors série que nous autres, ses cadets, contemplons tous avec admiration et un peu d'envie.

M. Séguy et le contrôle de l'embauche dans la presse parisienne

Lors du traditionnel discours de rentrée qu'il a prononcé le 4 septembre après-midi devant plusieurs milliers de militants de la C.G.T. de la région parisienne, M. Georges Séguy a fait allusion au conflit du Parisien libéré. Il s'est étonné que le Figaro, qui lui avait demandé une interview publiée dans son numéro du 23 août, ait « censuré » son propre discours, la partie concernant le conflit.

« On peut imaginer qu'à l'occasion d'une négociation... M. Séguy a déclaré : « C'est à-t-il, dans cette réponse conçue dans un esprit d'ouverture, de répondre pour le patron du Figaro et les autres patrons de la presse ? Serait-ce la démission de l'attitude du patron Amaury qui indisposerait celui du Figaro ? »

« A la rédaction de « l'Express ». — Invoquant la clause de conscience, M. Yves Chauv, chef du service étranger au Figaro, vient de quitter ce journal pour entrer à l'Express en qualité de rédacteur en chef adjoint.

Il écrit à la suite d'une longue enquête, sur la demande des pouvoirs publics, par un témoin modéré et compétent. La condition ouvrière, c'était cela : ce travail, sans limite de durée, d'âge ou de sexe, effectué pour des salaires misérables. Les ouvriers étaient en chômage fréquent. Ils ne touchaient aucune indemnité. Ils logeaient dans des caves. Après la publication de ce livre à la veille de la grande crise économique de 1929, il était impossible à un catholique de bonne foi de ne pas se poser certaines questions.

Alfred Michelin était vraiment un chrétien social. Parmi les œuvres qu'il publia et dont le plus grand nombre concernaient les églises de France, se trouvaient les Églises de France, les Églises de France, les Églises de France.

La fidélité de Michelin ne l'empêcha pas de comprendre l'évolution du monde et de demander à l'Église catholique, à son Église, d'en tenir compte. Il fut un homme de transaction entre l'Église du dix-neuvième siècle et celle qui est, désormais, en construction.

LA RÉORGANISATION DE « FRANCE-SOIR »

A France-Soir, dans la perspective du lancement de la « nouvelle formule » et après les départs de M.M. Bonkin et Gharbi, plusieurs nominations sont intervenues, qui ont pris effet le 1er septembre. Deux postes de « chef d'éditions » ont été créés et confiés à M.M. Gérard Dumas, rédacteur en chef adjoint, et Guy Letellier, rédacteur en chef et directeur du Courrier du Val-de-Marne (notamment qu'il abandonne).

Dans la nouvelle hiérarchie de la rédaction, les deux chefs d'éditions viennent en troisième position, après M.M. Jean Coris, directeur de la rédaction, et Willy Guibaud, directeur adjoint de la rédaction (ce dernier est remplacé à la tête du service spectacles par Mme Monique Fleury, rédacteur en chef adjoint).

« Deux à trois cents ouvriers en grève du Parisien libéré, repartis en deux groupes, ont manifesté jeudi 4 septembre à 11 h. 30 à proximité du ministère de l'Intérieur et du palais de l'Élysée, où était réuni le conseil des ministres, en scandant les slogans : « Non aux licenciements », « Point de démission », « Amaury n'a rien pour le Parisien ».

SPECTACLES

théâtres

Les jours de spectacle sont indiqués entre parenthèses.

Les salles municipales

Châtelet, 20 h. 30 : Valère de Vienna. Nouveau Carré, 20 h. : Circus à l'anticienne.

Les autres salles

Ateliers, 20 h. 30 : Le Tuba. République de Vincennes, 20 h. 30 : Cléopâtre. Comédie Caumartin, 21 h. 10 : Boating-Boating. 20 h. 45 : Les Champs-Élysées, 20 h. 45 : Vieux chez moi, l'habite chez une copine. Monnaie, 21 h. : Monsieur Messure. Jéhu, 20 h. 45 : La Cantatrice chauve; le Lapin. Lancelotti, 20 h. 30 : Pandin et Lis. 21 h. 30 : Les Chaises. Luchini, 21 h. 10 : D'une sur canapé. Nouveautés, 21 h. : La Libellule. Théâtre de la Madeleine, 19 h. : 20 h. 30, 20 h. 45 : Les Femmes d'Alger. 20 h. 30 : Le Prince-Farouk des Deux-Lagos; 22 h. : India (danse). 21 h. : Jams. Théâtre Présent, 20 h. 30 : Les Drame. Rancos, 20 h. 30 : Terreur et Sexe.

Les cafés-théâtres

Bec Fin, 21 h. 15 : Ça va pas mieux; 22 h. 30 : Nadine Mons. Maye, 20 h. : Kennedy's Children. 16 de la Gare, 20 h. 30 : Coluche. 20 de la Marais, 22 h. 30 : Qué-Qué! Petit Casino, 21 h. 15 : Jocelyne, ça suffit!; 22 h. 30 : Spectacle Casin. Hélie, 20 h. 30 : La Jaccassière; 22 h. 30 : J'ai aucune idée; 22 h. 30 : Faso d'homme.

Les chansonniers

Les de la République, 21 h. : L'Anecdote de la Trime.

Les musé-hall

Studio de Paris, 20 h. 45 : Revue de Roland Petit.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles - LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34 (de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 5 septembre

Klysé-Montmartre, 20 h. 45 : Histoire d'oser. Folies-Bergère, 20 h. 30 : J'ai eu à la folie. Olympia, 21 h. 30 : Mouloudil.

Les cabarets

Alexand, 23 h. : Paris-Broadway. Crazy House Seloon, 22 h. et 0 h. 30. Musée Guimet, 18 h. et 21 h. 15 : N... etc., etc. Tour Eiffel, 20 h. : Spectacle argentin.

La danse

Voir Théâtre Campagne-Prémère et Festival festival. T. H. A. T. S. des Champs-Élysées, 20 h. 30 : Ballet occasionnel de Colombini. Espace Cardin, 21 h. : Pilobolus.

Les opérettes

Henri-Varna - Magodon, 30 h. 30 : Fiesta; Hommage à Luis d'Arriano.

Festival festival

Jardin d'acclimatation, 15 h. 20 : OBERON (P. Maréchal). Jardins du Palais-Royal (audio-visuel), 30 h. : Moutère (audio-visuel); 21 h. : Artisanat vivant. Musée Guimet, 18 h. 30 : Films muséiques. Église Saint-Pierre de Montmartre, 18 h. 30 et 20 h. 30 : Étiquette. Opéra, 18 h. 30 : (Garnier, Couperin, Scarlatti).

cinémas

Les films marqués (*) sont réservés aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

Le cinématèque

Ballot, 15 h. : Austerlitz. G.A. Gancey, 18 h. 30 : Les Anges du péché, de E. Brezson; 20 h. 30 : Le Portrait de Dorian Gray, de A. Lewis; 22 h. 30 : Et mourir de plaisir, de E. Vuillim; 6 h. 30 : Inauguration de A. Pleasure Dom; la Lune des lapins, de K. Anger.

Les exclusivités

LE DERRIER LA COLÈRE DE DIEU (v.o., angl.) : Studio de Paris, 20 h. 45. L'ONANISME (v.o.) : Le Marais, 21 h. 30. ANGE NOIR (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. LES AVENTURES DE PINOCCHIO (v.o.) : Pagode, 20 h. 30. LE FILLE ET LE FUSIL : HANOI (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. LE DERRIER LA COLÈRE DE DIEU (v.o., angl.) : Studio de Paris, 20 h. 45. L'ONANISME (v.o.) : Le Marais, 21 h. 30. ANGE NOIR (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. LES AVENTURES DE PINOCCHIO (v.o.) : Pagode, 20 h. 30. LE FILLE ET LE FUSIL : HANOI (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45.

C'EST OUR POUR TOUT LE MONDE

LE CLEPSYDRE (Pol. v.o.) : Le Selma, 20 h. 45. EPIE BRIST (All. v.o.) : Olympia, 14 h. 45. EXHIBITION (Fr. v.o.) : D.G.C. Odéon, 5 h. 30. LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. LES AVENTURES DE PINOCCHIO (v.o.) : Pagode, 20 h. 30. LE FILLE ET LE FUSIL : HANOI (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45.

Les films nouveaux

LE CHAT ET LA SOURIS, film français de Claude Lelouch. LE FAUT-IL VIVRE DANGEREUSEMENT, film français de Claude Lelouch. LE DERRIER LA COLÈRE DE DIEU (v.o., angl.). L'ONANISME (v.o.). ANGE NOIR (v.o.). LA FLEUR ET LE FUSIL : HANOI (v.o.). LES AVENTURES DE PINOCCHIO (v.o.). LE FILLE ET LE FUSIL : HANOI (v.o.).

LE RETOUR DU DRAGON (A. v.o.) : Hollywood - Boulevard, 9 h. (770-10-41); Marignan, 8 h. (239-82-82); Nations, 12 h. (242-04-47); Gaumont-Sud, 14 h. (33-31-10). LE SHERIFF EST EN PRISON (A. v.o.) : Studio-Gai-Land, 9 h. (032-71-71); Elysées - Poinç - Gbow, 9 h. (225-87-28). LA TENDRESSE DES LOUPS (All. Fr.) : Olympia, 14 h. (783-67-42) (Dim.).

Les festivals

ALFRED HITCOCK : Noctambules, 10 h. 30. L'ÉTÉ AU MARAIS : Marais, 14 h. 45. INGMAR BERGMAN (v.o.) : Bactine, 10 h. 30. HUNTER (v.o.) : Grand Augustina, 8 h. 30.

Les grandes reprises

ANDRÉ ROUBLEV (rus. v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. BAKI (v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. CERTAINS ALIENISTES CHAUD (A. v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45. DELIVRANCE (A. v.o.) : Olympia-Saint-Pierre, 14 h. 45.

Les séances spéciales

AMERICAN GRAFFITI (A. v.o.) : Luxembourg, 8 h. 30. LA CHINE (Fr., It., All.) : Le Selma, 20 h. 45. CINE FIERCES FACILES (A. v.o.) : Bata, 12 h. 15. LE DERRIER LA COLÈRE DE DIEU (v.o., angl.) : Studio de Paris, 20 h. 45.

Les rééditions

LES CHEVAUX DE FEU (Rus. v.o.) : Drouot, 14 h. 45. LES FORSANS DE LA NUIT (A. v.o.) : Actio-Christine, 8 h. 30.

Sublime. Admirable. Intelligent. Inspire. Émouvant. La critique et le public UNANIMES! pour le meilleur film de la rentrée. LE VIEUX FUSIL. PHILIPPE NOIRET. ROMY SCHNEIDER. ROBERT ENRICO. PASCAL JARDIN.

MERCURY (v.o.) - ABC (v.f.) - QUARTIER LATIN (v.o.) Plus passionnant que la plus passionnante "série noire". YAKUZA. ROBERT MITCHUM. TAKAKURA KEN. "YAKUZA" BRIAN KEITH. SYDNEY POLLACK.

STUDIO MARGNY (v.f.) - PAGODE (matinée v.f.; soir v.o.) STUDIO RASPAIL 216 (v.f.) - LES 14 JUILLET (v.f.) MATCH. Un film qui plairait à Charlie Chaplin. Les aventures de Pinocchio. UN FILM DE LUIGI COMENCINI D'APRÈS UN CONTE DE COLLODI.

U.G.C. MARBEUF SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS / V.O. 30, rue Saint-André-des-Arts. LE MORT VIVANT. JOHN MARLEY / LYNN CARLIN RICHARD BACKUS / HENDERSON FORSYTH. PRODUCTIONS DÉLÉGÉES JOEY TRENT & PETER JAMES / PRODUIET ET RÉALISÉ PAR BOB CLARK. UNE PRÉSENTATION IMPACT FILMS.

FOLLE A TUER. MARLÈNE JOBERT. YVES BOISSET. Remarquable. Attachante. Un drôle de talent. Bouleversante. Son meilleur rôle depuis longtemps. Réussite. Un talent de conteur auquel on ne résiste pas. Du beau travail! Un nouveau petit chef d'œuvre. Une œuvre unique en son genre.

DRAGON. 24, rue du Dragon, Paris-6°. LES CHEVAUX DE FEU. un film de SERGE PARADJANOV.

Starzaine. L'Asie à la fois. HANOÏ. MIA SONG. HAS SONGS.

Table with 4 columns: Category, La ligne, La ligne T.S., La ligne. Rows include OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.

ANNONCES CLASSEES

Table with 4 columns: Category, La ligne, La ligne T.S., La ligne. Rows include L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITES, L'AGENDA DU MONDE.

université libre amsterdam faculté des lettres

Sera vacant, à partir du 1er janvier 1976, le poste de professeur titulaire de

linguistique française

Il est requis du candidat d'avoir pour spécialité la linguistique moderne du français et d'être ouvert à la problématique de l'acquisition de la langue. Sa tâche sera aussi bien de stimuler la recherche et l'enseignement à l'intérieur du département que d'y jouer un rôle d'organisateur.

THE EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY (ESO)

SENIOR ENGINEER (Ref. CH-TD-MO-29)

(MAINTENANCE and CONSTRUCTION)

AT THE OBSERVATORY ON LA SILLA IN CHILE

International Organization for astronomical research in the Southern Hemisphere with an Observatory in Chile and establishments in Chile and Europe (Hamburg and Geneva) invites applications for the post of

L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH LONDRES

Cours intensifs à tous les niveaux.

Coûts de Séjours: 12 (3 trimestres)

COUS D'ETE A LONDRES: NOBISSE, SUSSEX, READING ET BRIGHTON

Ecrire à: L.T.C. SCHOOL OF ENGLISH (L.T.C.) 26-32 Oxford Street, London, W1A 4DY.

UN SPÉCIALISTE MARKETING

recherche pour l'un de nos ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE CREDIT ACQUEUR IMMOBILIER

Ce poste, qui implique à la fois des responsabilités immédiates et des perspectives ultérieures intéressantes, nécessite :

- Une solide expérience professionnelle dans la spécialisation demandée (définition et mise en œuvre de stratégies commerciales) ;
- Une formation enseignement supérieur ;
- Une bonne connaissance de la langue anglaise.

ORTHOPÉDIE TRAUMATOLOGIE

Fabricant de matériel d'ostéosynthèse

recherche

SPÉCIALISTES

(pour diverses régions de France)

hantement qualifiés et très bien introduits dans le domaine hospitalier

- Longues années d'expérience.
- Libre rapidement.
- Revenu correspondant au rendement.
- Programme de soutien promotionnel pour large gamme de produits compétitifs.

La Confédération Générale des Coopératives Ouvrières de Production

recherche pour PARIS un

assistant gestion-formation

avec mission d'assistance auprès des entreprises adhérentes : conseil en gestion, formation et économie d'entreprise, diagnostics et interventions.

enseignement

représent. offre

Société de publicité par l'habitat et les services de proximité.

ACHAT cher, bijoux et bijoux, 24, rue de Valenciennes, Montmartre, au 1er étage.

HERLIQ

recherche pour l'un de nos ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE CREDIT ACQUEUR IMMOBILIER

UN SPÉCIALISTE MARKETING

Ce poste, qui implique à la fois des responsabilités immédiates et des perspectives ultérieures intéressantes, nécessite :

ALLIS-CHALMERS MATERIAL HANDLING EUROPE

recherche

directeur des ventes Europe

Responsable du développement des ventes et du contact avec les principaux distributeurs et clients. Expérience souhaitée dans l'industrie de la manutention.

COMPTABLE

honnêtement qualifié, titulaire STS ou DCEB pour accéder

COMPTABLE, expérimenté, titulaire STS ou DCEB pour accéder

demandes d'emploi

DE FORMATION SUPÉRIEURE MATHÉMATIQUES

27 ans, 2 ans d'expérience dans Société Pétrolière et assumant responsabilité :

ORGANISATION GESTION et participation lancements de systèmes mécanisés

emploi régionaux

Important Groupement d'Entreprises de la Métallurgie

recherche pour la Région Centre 150 km Sud-Ouest de Paris

DIRECTEUR Centres de Formation d'Apprentis

C'est un Ingénieur ou Technicien diplômé qui a travaillé en fabrication.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL Est-Parisien

leader européen dans sa spécialité

UN ANALYSTE ORGANIQUE

CAPABLE D'ASSURER :

- la responsabilité du secteur programmation ;
- la conception et la réalisation des chaînes de traitement ;
- le changement de matériel sur un ordinateur orienté à terme vers la télé-gestion.

ADJOINT AU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

PARIS 80.000 F +

Une société industrielle française du secteur métallurgique, siège 17^e arrondissement, recherche un adjoint au S.G. aidé sur les problèmes juridiques et financiers. Ce poste implique à moyen terme l'engagement à un titre ou S.U.P. de CO, de plus de 30 ans, actuellement D.A.F. ou S.G. d'une moyenne entreprise.

les annonces classées du Monde

sondées par téléphone du lundi au vendredi de 8 h.30 à 18 h.30

233.44.31

SOCIÉTÉ BRANCHES METALLURGIE ET PLASTIQUE

(travail de l'acier) appartenant à un groupe important, recherche pour son usine de l'EST

DIRECTEUR

de niveau Ingénieur avec expérience professionnelle et pédagogique.

MEDECIN DU TRAVAIL

pour renseignements pendant période 3 mois, adr. correspond à M. LE PRESIDENT du S.I.L. S.P. 207, 1410 LISIEUX (E).

MEDECIN DU TRAVAIL

pour renseignements pendant période 3 mois, adr. correspond à M. LE PRESIDENT du S.I.L. S.P. 207, 1410 LISIEUX (E).

INVESTISSEMENT IMMOB.

Directeur de site de placements de l'immo. dist. Sc. Po. I.C. dist. 20 ou plus, ann. exp. de 10 ans, av. 100,000 F. Ecrire à : M. B. R. O. A., 105, rue de Valenciennes, Paris-11, au 1er étage.

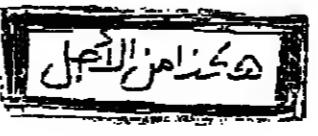


Table with 2 columns: Category (OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI, etc.) and Price/Rate.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: Category (L'IMMOBILIER, EXCLUSIVITES, etc.) and Price/Rate.

immobilier

appartements vente

RUEIL - MALMAISON
Dans résidence de grand standing avec parc, studio de 55 m2 + cave à aménager.
Tél. 420-35-60 après 17 heures.

95 LOUVRES
Résidence de grand standing, 2 appartements de 100 m2 et 120 m2, 3 pièces, 2 salles de bains, 1 bureau, 1 chambre, 1 cuisine, 1 cave, 1 parking.

LE PECQ
BEAU 4 P. DUPLEX
A vendre, 4 pièces, 2 salles de bains, 1 bureau, 1 chambre, 1 cuisine, 1 cave, 1 parking.

appartem. achat
Paris, quartier République, 3 ou 4 pièces, meublé, confort, quartier Val-de-Grâce.

locaux commerciaux
A LOUER LOCAL COMMERCIAL (PRIX EXCEPTIONNELS)
BUREAUX ET MAGASINS

secteur PTE MAILLOT
Secteur PTE MAILLOT, 1 rue de Metz, PARIS-19.

AGENCES
de voyages
CHARTER INFORMATION

constructions neuves

EXCEPTIONNEL
A PARIS
à partir de 3.500 F le m2
reste en cours de livraison
s/parc de verdure, 3/4 P.
80 m2 + 13 m2 loggia
STUdios et 2 PIECES

MARNE DE MONTREUIL
200 m2 mètre et centre social, près écoles et lycées, reste en cours de livraison.

MAISON-LAFFITTE
Vente, calme, verdure, 3 pièces, 2 salles de bains, 1 bureau, 1 chambre, 1 cuisine, 1 cave, 1 parking.

domaines
40 KM. CARCASSONNE, pied Montagne Noire, vert, méditerranéen, superbe propriété plain rapport, traversée ruisseau sur 300 m.

fermettes
85 KM. PARIS
Sortie autoroute Nemours, ravin, superbe ferme aménagée, ed. séjour av. potées et cheminée, chambre, cuisine, salle de bain, 2 m. Ramoné + vestes d'été.

châteaux
AUVERGNE - PRES ISSOIRE
Château de 120 ha, 600 m de plaine privée, excellent vignoble d'opérations, excellent étroit et autarcie, site exceptionnel.

immeubles
SOCIETE RECONSTRUCTION PAIE
chez IMMOBILIERES, HOTEL, Intermédiaires agréées.

constructions neuves

ELANCOURT (78) LES PATIOS
75 maisons individuelles
5 et 6 pièces
Construction traditionnelle sur terrain 200 à 1.500 m2.

GARCHES (92)
LES JARDINS DE GARCHES
3 petits immeubles de 7 étages, du studio au 3 pces grand stand.

COURBOVOIE
IMMOBILIERES FRIEDLAND
41, av. Friedland, BAL. 75-67.

bureaux
Centre Paris, Oranien, format, deux étages, 4 salles cours et 1 à 4 bureaux 200 m2 Local, meublé, 1 bureau rapidement à louer.

fonds de commerce
17e VILLIERS, Parfumerie, Esprit de St. Louis, 200 m2, 100 m2, 100 m2, 100 m2, 100 m2, 100 m2.

châteaux
AUVERGNE - PRES ISSOIRE
Château de 120 ha, 600 m de plaine privée, excellent vignoble d'opérations, excellent étroit et autarcie, site exceptionnel.

immeubles
SOCIETE RECONSTRUCTION PAIE
chez IMMOBILIERES, HOTEL, Intermédiaires agréées.

locations non meublées

PARIS
AV. NIEL (9e arr.) 6 p. de l. Bel assorti, beaux, rénové, 150 m2, 150 m2, 150 m2, 150 m2, 150 m2, 150 m2.

PARIS-20e
SANS INTERMEDIAIRE
Immobilier récent, tout confort, Studio 40 m2, 700 F à 720 F, 40 m2, 700 F, 40 m2, 700 F.

locations meublées
Demande
Particulier à particulier, URGENT, JEUNE COUPLE ch. 2 p. cuis., H. ch. Paris ou prov. à louer, 1000 F/mois.

échanges
Couple rech. location, calme, ch. septenn. et même usagé à louer, 1000 F/mois.

PHILATÉLIE
TIMBRES-POSTE, MAISON A MAURY, 6 bd Montmartre, 75009 Paris.

Pension
INSTITUT EUROPEEN
Cherche chambre chez particulier, 75009 Paris, 1000 F/mois.

Yachting
PARTICULIER VENO ETAT NEUF
VELETTE OWENS type Aruba, 1968, 14 m. 2 moteurs Diesel 170 CV, confortablement aménagé.

propriétés

BOIS-LE-ROI
Vente maison, propriété + terrain, 2.300 m2, 250.000 F. - 507-75-80.

PR. BONNIERES-S/SEINE
maison, ruelle, pierres apparentes, sources, cuis. gaz, bois, 3 ch. wc, s. en. ch. am. 1.000 m2, 1.000 F/mois.

EN PERIGORD
PERIGORDINE MAISON
2 p. cuis., 100 m2, 100 m2, 100 m2, 100 m2, 100 m2, 100 m2.

ABBEVILLE (80)
A louer, 2 pièces, 1 chambre, 1 cuisine, 1 salle de bain, 100 m2, 1000 F/mois.

VALLEE DE CHEVREUSE
Belle propriété, 1000 m2, 1000 m2, 1000 m2, 1000 m2, 1000 m2, 1000 m2.

PAVILLONS
Ach. pavill. à STRESNES
Maximum 500.000 F. - 60-60-60.

TERRAINS
TERRAINS A BATIR
DOMAINE EXCEPTIONNEL
Deuxième tranche en vente.

Cap Cabourg entre la plage et le port. Propriétaire avec 5% comptant. Jacques Ribourel, 71 av. R. Poincaré-75116 Paris-Tél. 704 55 89

l'agenda du monde

Agenda du Monde: Offres de particuliers, Animaux, Décoration, Enseignement, Mode, Pension, Yachting, Philatélie, Maison de retraite, Vacances, Tourisme, Déménagements, Agences de voyages, Charter Information.

JUSTICE

Après le meurtre d'une jeune fille enlevée au mois de juin

Les autorités italiennes sont à la recherche d'une nouvelle stratégie contre la pratique du rapt

Rome. — Quinze personnes viennent d'être arrêtées en Italie après la découverte le 1^{er} septembre du cadavre décomposé d'une étudiante de dix-huit ans, Cristina Mazzanti, qui avait été enlevée à Eupilia, près de Côme, à la fin du mois de juin et pour laquelle ses ravisseurs avaient obtenu une rançon de 1 milliard de lire (6 500 000 F environ). Les policiers seraient sur le point de découvrir le « carreau » de cette bande très bien organisée, qui aurait d'autres raptés à son actif.

De notre correspondant

Consacrant depuis quelques jours des pages entières à l'affaire, la presse italienne fait état, à ce propos, d'un « grand succès de la Mafia » et même d'une personnalité politique du nord du pays qui aurait organisé l'enlèvement pour se procurer de l'argent. Mais, au-delà de l'enquête, la mort de Cristina Mazzanti encourage les partisans d'une « nouvelle stratégie antirapt » à s'exprimer ouvertement. D'aucuns suggèrent un rétablissement de la peine de mort ; d'autres proposent d'empêcher les familles de négocier avec les ravisseurs.

Le ministre de l'intérieur lui-même, M. Luigi Gui, semble être de cet avis. Selon lui, « les parents des personnes enlevées ne doivent pas devenir, par force ou par peur, les complices des malfaiteurs » ; mais « les collaborateurs responsables et protégés des organes de défense de l'Etat ».

M. Gui ne s'est pas montré plus « plicite » ; toutefois, plusieurs fonctionnaires de son ministère ont fait état de certaines mesures à l'étude. L'une d'elles consisterait à bloquer immédiatement les comptes en banque des familles des victimes d'un enlèvement pour les empêcher de traiter avec les ravisseurs ; certains suggèrent même de poursuivre pour complicité les parents qui engageraient une négociation sans l'accord de la police. Cette proposition provoque de vifs débats, plusieurs juristes faisant remarquer que les moyens mis en œuvre pour défendre une vie humaine ne sauraient être assimilés à un délit.

Tout le monde, en tout cas, est persuadé que « cela ne peut plus durer ». Après la mort de Cristina Mazzanti, quatorze personnes enlevées se trouvent encore entre les mains de leurs ravisseurs. Ceux-ci n'hésitent plus à tuer. Sur les douze raptés enregistrés dans la seule ville de Milan depuis le début de l'année, on a compté deux assassinats. Comment prévenir de tels crimes ? « Ce n'est pas seulement une question de loi », affirme le quotidien communiste *Unità*, en remarquant que ce genre de criminalité a des causes profondes auxquelles il faudra bien un jour s'attaquer. Des mesures immé-

diates paraissent toutefois nécessaires, car la pratique de l'enlèvement se développe sous toutes ses formes. N'a-t-on pas kidnappé, au mois d'août, un cheval de course, Wayne Eden (200 millions de francs demandés), ainsi que les bobines des trois derniers films de Fellini, de Pasolini et de Damiano Damiani ? C'est une véritable industrie — la seule épargnée par la récession — qui est en train de se développer.

Le temps des bergers saoules qui jouaient aux brigands dans leurs montagnes est bien loin. Même l'enlèvement de Paul Getty III, survenu en 1973, ressemble désormais à de l'artisanat : ce sont, en effet, 15 milliards de lire que réclament les ravisseurs de M. Luigi Corleo, soixante et onze ans, enlevé le 17 juillet en Sicile. Et pas n'importe comment. Le nombre et le format des billets de banque ont été spécifiés à la famille dans leurs moindres détails. Les négociations sont en cours.

ROBERT SOLÉ.

● M. Alain Delon et l'affaire Markovitch. — A propos d'un article consacré à l'affaire Markovitch et paru dans le *Canard enchaîné* du 3 septembre, M. Alain Delon a publié un communiqué dans lequel il déclare notamment : « J'ai déjà, dans le passé, publiquement dénoncé l'ignominie des procédés employés contre moi et contre d'autres personnes à propos de l'affaire Markovitch. » Le comédien accuse l'hédo-matiste et son avocat de mener une « offensive » contre lui. M. Alain Delon conclut : « Cette offensive déshonore davantage ses auteurs que ceux qu'elle s'efforce d'atteindre. »

● M. Michel Pontalowski, ministre de l'intérieur, a donné jeudi 4 septembre, à l'inauguration de la Foire européenne, à Strasbourg, une conférence de presse dans laquelle, rappelant le récent hold-up et la prise d'otages de Nice, il a souligné notamment : « Il faut que les auteurs de hold-up sachent que, dans certaines conditions, ils seront abattus. Il

LA POPULATION PÉNITENTIAIRE MONDIALE S'ÉLÈVE À DIX MILLIONS DE PERSONNES.

La population des prisons mondiales s'élève à dix millions de personnes, a estimé le lundi 1^{er} septembre M. Gerard Mueller (Etats-Unis), secrétaire exécutif du cinquante-cinquième congrès des Nations unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, qui vient de s'ouvrir à Genève.

Bien que la population des prisons reste très élevée, M. Mueller a estimé qu'elle avait diminué depuis dix ou vingt ans, grâce à l'exemple donné par des nations comme les Pays-Bas. Proportionnellement à la population, le nombre des prisonniers est dix fois plus grand aux Etats-Unis qu'aux Pays-Bas, a-t-il dit. La proportion est la même en Pologne qu'aux Etats-Unis.

Pour ce qui concerne l'Union soviétique, M. Mueller a déclaré qu'il y a beaucoup moins de personnes en prison qu'à une époque plus malheureuse.

Le Japon est l'un des rares pays où la criminalité ait diminué, a encore insisté M. Mueller. En Italie, en dépit de la vague actuelle d'enlèvements, la criminalité reste stationnaire.

M. Mueller a également noté que le nombre des détournements réussis d'avions est tombé à 23 % de ce qu'il était en 1972.

n'est pas admissible que se poursuivent les prises d'otages comme elles se sont produites jusqu'à maintenant.

● L'indemnisation des victimes. — Après la publication, dans le *Monde* du 15 août, d'une libre opinion d'un magistrat, M. Pierre Sargos, intitulée « L'indemnisation des victimes ou la perversion de la morale », Mme Bourru-Lacourte nous indique que l'Association nationale des veuves civiles (1), dont elle est la présidente, approuve pleinement ce texte, et ajoute : « Il faut que, quelle que soit la cause du décès, les survivants aient réellement des possibilités de survie : c'est pourquoi l'Association des veuves civiles demande que, dans le cadre de la réforme en cours de la Sécurité sociale, soit prévue une cotisation obligatoire analogue à la cotisation accidents du travail, cotisation qui assurerait le « rachat » que revêtait le régime de ce rachat. »

(1) 22, place Saint-Georges, 75424 Paris Cedex 09.

SPORTS

AU CONGRÈS DE MÉDECINE SPORTIVE RÉUNI A ALGER

Les stéroïdes anabolisants seront interdits aux prochains Jeux olympiques de Montréal

Alger. — Les stéroïdes anabolisants, hormones mâles destinées à « faire du muscle » en peu de temps, dont certains athlètes abusent dans l'espoir — incertain — d'améliorer leurs performances, entreront dans la liste des substances interdites aux Jeux olympiques de Montréal en 1976. Cette décision du comité médical olympique a été annoncée par son secrétaire, le professeur Albert Dirix, de l'université de Leuven (Belgique), lors du congrès de médecine sportive qui s'est réuni à Alger du 1^{er} au 3 septembre, en marge des Jeux méditerranéens.

Depuis plusieurs années, l'usage des stéroïdes anabolisants est connu, dénoncé, mais à aucun moyen de contrôle n'avait pu être mis au point pour les détecter. D'autant que ces substances hormonales ayant un effet à long terme — plusieurs jours ou plusieurs semaines — il est particulièrement difficile de retrouver la trace de ces prises d'hormones en excès. Les stéroïdes anabolisants attaquent le foie et le squelette d'où leur nocivité particulière.

Voile

DEUX SALONS RÉGIONAUX

En dehors du Salon de la plaisance, organisé à Paris au début du mois de janvier, la Fédération des industries nautiques accorde son agrément à deux manifestations régionales qui auront lieu l'une en Méditerranée, l'autre sur l'Atlantique.

Du 6 au 14 septembre, ExpoBat se tient à Nice. A côté de bateaux d'occasion, on y expose des modèles neufs dont certains ne sont pas présentés à Paris parce que leurs dimensions imposent un transport par convois spéciaux.

Du 12 au 15 septembre a lieu le Grand Pavés dans le port des Minimes, à La Rochelle, capitale française de la voile, riche de chantiers, de voiliers, de fabricants d'équipements.

Ces deux manifestations permettent aux amateurs de faire des créations nouvelles avec des matériaux récents tels que le Dufour-24. Toutes ces nouveautés, elles découlent, d'ailleurs, des progrès technologiques des indications offertes par l'orientation de la demande quatre mois avant le Salon de Paris.

De notre envoyée spéciale

chez l'enfant dont ils peuvent ralentir ou arrêter la croissance), entraînent des troubles du métabolisme, des fonctions sexuelles, et provoquent chez la femme une virilisation ainsi que des troubles de la menstruation. Enfin, chez l'homme adulte, ils peuvent favoriser le développement du cancer de la prostate.

L'avis du médecin officiel sera obligatoire

Une méthode mise au point par le chimiste britannique Brooks permet depuis peu, par des procédés de radio-immunologie, de détecter la présence de traces de ces substances qui s'ajoutent dans l'organisme aux stéroïdes naturels, et de les distinguer de ces derniers. Un contrôle d'essai aux derniers Jeux du Commonwealth, à Christchurch, en Nouvelle-Zélande, auprès de cinquante-cinq athlètes, a prouvé l'efficacité de la méthode qui, depuis deux ans, s'est encore améliorée et serait maintenant tout à fait au point, selon le professeur Dirix. Aussi, le comité médical olympique a-t-il décidé d'interdire l'usage de ces substances pour les Jeux olympiques de 1976 et d'avisager de demander aux différentes fédérations internationales d'effectuer des examens de contrôle à l'improviste, avant les Jeux, lors de diverses compétitions, puisque c'est plusieurs mois ou plusieurs semaines à l'avance, lors de l'entraînement et non lors de l'épreuve elle-même, que ces substances sont prises en grandes quantités et par conséquent détectables (1).

D'autre part, pour l'ensemble des substances dopantes interdites au premier rang desquelles

(1) Lors des Journées de médecine sportive d'Alger, le professeur Fernand Fias (Paris) a attiré l'attention sur les variations souvent observées du taux naturel de testostérone pendant l'effort et après l'effort sportif. Selon le professeur Fias, le rôle bénéfique de la récupération a joué par l'activité des testicules pourrait amener à reconsidérer certaines attitudes à l'égard des hormones androgéniques, et notamment à revoir l'emploi des substances anabolisantes pour une récupération rapide. Enfin, ceci devrait servir de modèle pour le jeune sportif la durée et l'intensité des efforts avant l'âge de l'activité testiculaire. Ce thème sera abordé en détail lors des Journées d'endocrinologie, qui auront lieu à Paris au mois d'octobre prochain.

on retrouve toujours les amphétamines et les pipéridines — mais aussi l'éphédrine et divers médicaments de soins qui pourraient prendre des athlètes malades (notamment asthmatiques) sans savoir qu'ils provoqueraient leur élimination des compétitions olympiques. — Il a été décidé de mieux informer les médecins traitants et de discipliner davantage l'accès à la pharmacie olympique. Aucun médicament pourra y être délivré sans l'avis d'un médecin officiel des Jeux qui informera totalement le sportif, son entraîneur et son médecin des éventuelles conséquences et des sanctions.

Enfin, il a été décidé d'accroître la procédure des analyses et des contre-expertises, ainsi que la proclamation des résultats de ces analyses et des sanctions, de façon à éliminer le plus tôt possible des athlètes dopés durant les examens auront été positifs avant que ceux-ci n'aient été officiellement proclamés champions olympiques.

A la demande des fédérations internationales, des contrôles de dopage ont déjà été systématiquement réalisés pour les trois finalistes de chaque épreuve : à Munich, où deux mille soixante-dix-neuf examens de contrôle anti-dopage ont été effectués, sept athlètes avaient dû être disqualifiés pour cause de dopage.

MARTINE ALLAIN-REGNAULT.

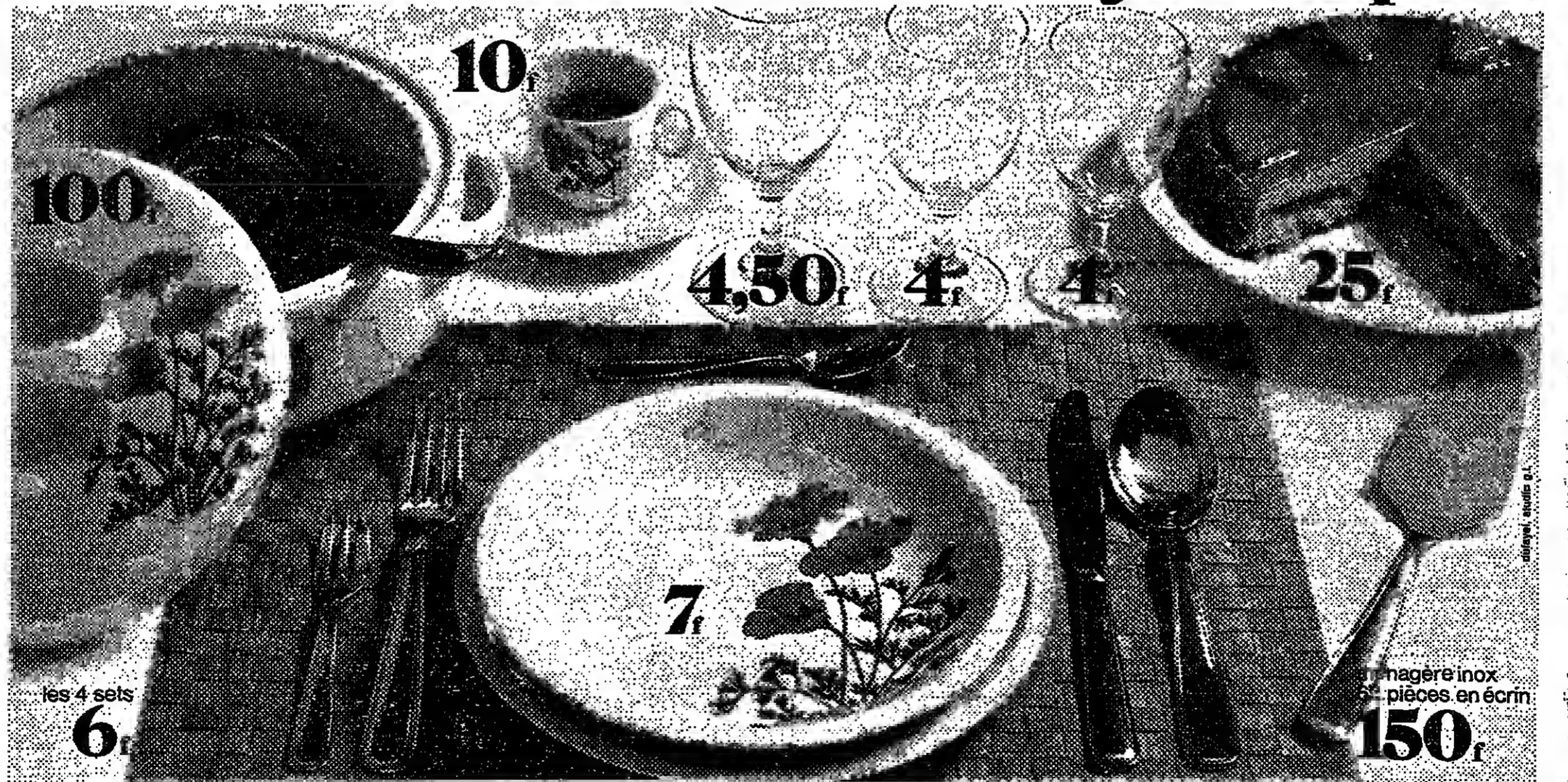
● L'équipe de France amateur s'est qualifiée pour la finale du tournoi de football des Jeux méditerranéens après avoir battu le Maroc à l'épreuve de pénalités. A la fin du temps réglementaire et de la prolongation, les deux équipes étaient à égalité au but partout.

D'UN SPORT A L'AUTRE...

TENNIS. — L'Argentin Guillermo Vilas, vainqueur du Chilién Jaime Filón, par 6-4, 6-0, 6-1, rencontrera, en demi-finale des championnats internationaux des Etats-Unis, disputés à Forest Hills, l'Espagnol Manuel Orantes, qui a battu le Roumain Ilie Nastase, 6-2, 6-3, 6-6. L'autre demi-finale opposera le Suédois Bjorn Borg, qui a éliminé l'Américain Eddie Dibbs, par 6-4, 7-6, 6-6, à l'Américain Jim Connors, vainqueur du Récinois Andreu Patton, 6-2, 6-1, 6-2.

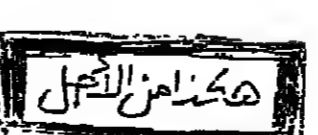
Les arts ménagers

Une autre raison d'aimer notre style : son prix.



à tout instant il se passe quelque chose...

Galeries Lafayette
HAUSSMANN-MONTPARNASSE-BELLE EPINE



ÉQUIPEMENT ET RÉGIONS

40 UNI A ALGER
cront intéress
25 de Montp

M. JÉRÔME MONOD QUITTE LA DATAR

Un technocrate éclairé

Par un décret publié au « Journal officiel » du vendredi 5 septembre, M. Jérôme Monod, conseiller référendaire à la Cour des comptes, délégué à l'aménagement du territoire, est nommé directeur du cabinet de M. Jacques Chirac, premier ministre (« Le Monde », 2 septembre).

quelques mois après être entré à la Délégation à l'aménagement du territoire (DATAR) en 1968, Jérôme Monod s'est entretenu avec le conseil de la boue de M. Pierre Massé, commissaire du Plan de 1969 à 1968. « Je poste en votre lieu, pour un bon travail, tout ce que vous m'avez dit ou dit pendant ces deux ans. Aujourd'hui, il peut être sur le bureau de l'avenue des Flandres avec le général et d'avoir bien servi l'Etat et dans le sens de ce changement ».

Le terme à une évolution technique que symbolisent les mots « Jérôme Monod » : tel a été l'objectif constant de Jérôme Monod de sa petite équipe, qui n'a jamais dépassé une trentaine de membres. C'est un homme chargé de mission. C'est un homme qui parcourt la France et qui sur les collines de Crau se dressent désormais hauts fourneaux, et que les gens de Fos se couvrent peu à peu de richesses industrielles. Une spécialiste de croissance régionale à Dunkerque, au Havre, à Nantes, et demain à Nantes-Nazaire. La conversion des charbonniers de Lorraine, Nord et du Centre-Midi a été menée avec des moyens financiers considérables, de même que la transformation et la mise en sur des grands espaces côtiers, comme le littoral du Languedoc, tristement célèbre pour sa malaria. Par une volonté constante, Lyon, et demain Marseille et Lille, a vu son rayonnement dépasser les frontières, et il est des zones millonnaires qui ont pu désormais parler d'égal à égal avec l'hydre parisienne.

Certes, ces grandes opérations ont provoqué des « bavures », pour Fos ou Dunkerque, ou sans exagérer, parler de séismes. Voilà qu'un pays tranquille des cigales, des fleurs du jamparo, ou prétendait aller de l'acier et du fer des nouvelles ! Voilà que chez les guesules, on plantait des filières de pétrole — l'ennemi et qu'on mettait une croix sur l'acier. Mais après dix ans d'efforts opiniâtres, en dépit de « maux échecs (les villes nouvelles situées trop près du cœur de Paris, le dépeuplement des zones rurales, la méfiance trop longtemps affichée pour les élus locaux, les balbutiements de la politique régionale européenne, l'insécurité de plus en plus marquée du régime des aides financières, entreprises dans les régions « berlines »), comment ne pas reconnaître qu'un homme est venu de la France à été engagé, em-

FRANÇOIS GROSCHARD.

Corse Les élus de gauche refuseront de siéger au nouveau conseil régional

De notre correspondant

Ajaccio. — Les élus de l'union de la gauche refuseront de siéger au nouveau conseil régional de la Corse, qui doit se réunir dans les prochains jours après l'installation, le 15 septembre, des conseils généraux de Haute-Corse à Bastia et de Corse du Sud à Ajaccio. La nouvelle assemblée régionale, dite de droit commun, sera composée de trente membres (quatorze au lendemain des élections législatives de 1981) : les cinq parlementaires, trois membres désignés par chaque conseil général, deux membres désignés respectivement par les conseils municipaux d'Ajaccio et de Bastia. Actuellement, le conseil régional est composé de cinquante et un membres : les quarante-neuf conseillers généraux et les représentants des villes d'Ajaccio et de Bastia. Les parlementaires en font partie de droit, mais tous siègent déjà en qualité de conseillers généraux.

M. François Giacobi, sénateur, président du conseil régional, radical de gauche, a déclaré le jeudi 3 septembre à Bastia qu'en l'état actuel de la législation il était exclu que les élus de gauche acceptent de siéger au sein d'une assemblée dotée de compétences réduites et d'un budget dérisoire : « Nous ne le ferons que lorsque tous les crédits régionaux, en premier lieu ceux du Fonds d'expansion économique de la Corse, seront érigés en collectivités territoriales, alors qu'ils n'ont encore qu'un établissement public ».

La gauche possède, en effet, le moyen de bloquer le jeu, puisqu'elle impose de huit sièges sur trente. On pense aussi que le problème de l'institution régionale sera posé inévitablement, et que la gauche en fera son préalable politique. C'est l'avis de M. Jean Zuccarelli, député, maire de Bastia, et de M. Nicolas Alfonsi, député d'Ajaccio-Corti, tous deux radicaux de gauche, qui rappellent que le conseil général unique, dans sa dernière session, le 10 juillet, avait demandé, par 19 voix sur 21, la dissolution du conseil régional et la proportionnelle.

PAUL SILVANI.

Alsace UN MILLIER DE MANIFESTANTS EXPRIMENT A M. PONIATOWSKI LEURS INQUIÉTUDES POUR L'EMPLOI

De notre correspondant

Strasbourg. — Lors de la venue de M. Michel Poniatowski, ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, chargé de l'aménagement du territoire, pour l'inauguration de la 43^e Foire européenne de Strasbourg, l'insécurité au sujet de la situation économique alsacienne s'est exprimée dans la rue comme dans les discours à la tribune de la salle des congrès de la Foire.

Sur la place de la Foire, investie par les forces de l'ordre, près d'un millier de militants de la C.G.T., de la C.F.D.T. et du S.G.S.N., auxquels se mêlaient des cégétistes de travailleurs d'usines en difficulté, ont manifesté pour le maintien de l'emploi, accueillant le ministre d'Etat sous les huées.

A la tribune, M. P. Piniella, maire de Strasbourg, comme M. Frécheur, président de la chambre de commerce et d'industrie, ont réclamé des mesures énergiques pour relancer l'économie régionale, qui enregistre près de dix huit mille chômeurs, sans compter quelque trois mille frontaliers revenant d'Allemagne et de Suisse.

M. Pierre Piniella a confirmé l'engagement « sine die » de deux projets d'implantations industrielles, qui auraient créé au total plus d'un millier d'emplois en Alsace. Il s'agit, en premier lieu, de fibres synthétiques que le groupe allemand Marckolsheim (Bas-Rhin), et d'autre part, de la création dans la zone portuaire de Strasbourg d'une société de développement de la région. Pour M. Poniatowski, le développement de l'économie alsacienne est lié au « désenclavement » par les voies de communication, à la modification du tissu urbain et à un réajustement entre une plate-forme qui se concentrent de plus en plus les populations, et les Vosges qui se vident.

J.-C. HAHN.

Faits et projets

- Pêche**
 - LES PECHEURS DE SETE ET D'ARCAÇON EN COLERE. — Les marins-pêcheurs d'Arcaçon (Gironde) ont bloqué, le 4 septembre, l'entrée du port pour une durée illimitée. Ils protestent contre l'interdiction officielle par l'administration de pratiquer la pêche « aux bancs » sur le littoral du quartier maritime de Bayonna. Cette technique de pêche se heurte à l'opposition des pêcheurs de Saint-Jean-de-Luz et de Ciboure (Pyrénées-Atlantiques), qui la jugent nuisible pour la faune et la flore.
 - A Sète (Hérault), les pêcheurs ont jeté à la mer, le 4 septembre, pour la deuxième fois de la semaine, 100 tonnes de sardines fraîchement pê-
- Urbanisme**
 - RUE PIETONNE A LYON. — Après la couverture des galeries du métro en construction, la rue de la République, à Lyon, va être réservée aux piétons entre la place Bellecour et la place de la République. C'est la première rue piétonne de Lyon. Les commerçants de la « presqu'île » espèrent qu'elle les aidera à conserver leur clientèle au moment de l'ouverture du centre commercial de la Part-Dieu (Le Monde du 3 septembre).

M. SANGUINETTI : la responsabilité de l'administration, des élus et de l'Etat.

M. Alexandre Sanguinetti, ancien secrétaire général de l'U.D.R., a déclaré à son arrivée à Bastia, jeudi 4 septembre : « Le plus difficile dans l'exercice du pouvoir, c'est de comprendre ce qui est immédiatement dangereux. A mon avis, dans cette affaire de Corse, c'est l'administration qui est en cause. »

« La France, occupée à ses deux guerres, ne s'est pas préoccupée de ce qui arrivait à la Corse. La représentation politique insulaire a cependant commis une faute imperdable : celle de ne pas maintenir la Corse en état de sous-développement pour se garantir un électoral. Avec 120 000 hectares de terrains cultivables, la Corse n'était pas en mesure d'absorber un aussi grand nombre de « plebs-noirs ». Pour le tourisme, c'est pareil. On assiste à une invasion de verre et de béton en période estivale, ce qui provoque un choc en retour en Corse, où le seul de tolérance est largement dépassé. Dans le domaine touristique, l'Etat a commis une faute : occuper la Corse les trois plus beaux emplacements. Ce n'est pas le gouvernement qui est responsable de cet état de choses, puisque ce sont les Corse eux-mêmes qui ont vendu les terrains. Il est simplement regrettable que le gouvernement n'ait pas veillé à cet état de choses. »

CLEMENCEAU ET « L'INDIVIDUALITE REGIONALE »

Notre correspondant de La Roche-sur-Yon (Vendée) nous signale une déclaration de Georges Clemenceau, prononcée dans son pays natal le 20 septembre 1906, qui témoigne des mêmes préoccupations « régionalistes » que le discours de Strasbourg cité par un de nos lecteurs (Le Monde du 31 août-1^{er} septembre).

« Nous sommes vendéens, mais nous sommes de la France totale, qui s'est faite avec le concours de nos bras, de nos cerveaux et de nos cœurs ; nous ne fimes pas tous, hier, de la France républicaine ; nous préférons que chacun de nous en soit aujourd'hui. Sans doute, nous voulons garder la France, mais nous voulons être français avec tous les traits d'une individualité régionale qui nous est chère ; nos traditions, nos mœurs, nos habitudes de penser et de faire ne s'opposent pas, comme on le croit trop souvent, à l'évolution des idées. »

« Il n'y a pas de meilleurs Français que nous, et ce que les ignorants appellent notre patrie, c'est-ce donc, sinon la belle jeunesse de la robuste langue d'oïl, la langue libératrice de notre Rabelais ? Armorique et Vendée, nous sommes le plus pur sang des Gaules, les fils de ceux qui n'ont pas capitulé devant César. »

Le bureau du groupe U.D.R. de l'Assemblée nationale demande l'application du droit commun, mais rien que le droit commun, à ce département. Les masses d'exception traitent dans le sens souhaité par les autonomistes. Il faut cependant reconnaître l'insularité de la Corse.

M. Jean-Jacques Servan-Schreiber effectue un voyage d'information en Corse. Le député de Meurthe-et-Moselle a pris, jeudi, à Bastia, divers contacts, précise-t-on dans son entourage.

La réorganisation de la Corse. — Le Journal officiel du 5 septembre publie deux décrets sur la réorganisation de la Corse. Le premier fixe au 15 septembre l'installation des conseils généraux de la Corse du Sud et de la Haute-Corse, et répartit les compétences pendant la période transitoire qui s'achèvera le 31 décembre 1975.

Le deuxième décret modifie la composition du conseil régional de la région corse, qui comportera trois membres, soit cinq parlementaires, six conseillers généraux et deux représentants des conseils municipaux.

La mort de deux gendarmes en Corse. — Après la publication, dans le Monde du 28 août d'un communiqué de la Fédération professionnelle de la police nationale, indiquant notamment que la gendarmerie est une unité par obligation, M. François Lemaire, président de l'Union nationale du personnel en retraite de la gendarmerie, des Alpes-Maritimes,

déclare qu'il ne saurait rester insensible et surtout sans réaction, plus particulièrement au moment où deux gendarmes ont été tués dans l'exercice légal de leur mission. M. Lemaire ajoute : « Nous ne comprenons pas que les opérations n'aient pas été menées de façon plus prudente et mieux organisée, afin de garantir davantage le personnel appelé à intervenir. »

AUTOMOBILE

Citroën va présenter une CX à moteur Diesel un nouveau break au Salon de Paris

Deux nouveaux modèles de la gamme des CX Citroën seront présentés au Salon de Paris, qui s'ouvrira le 2 octobre : une 2200 à moteur Diesel et un break CX doté, au choix, d'un moteur à essence ou d'un moteur Diesel. Dans les deux cas, des « super » sont prévus.

La 2200 à moteur Diesel qui sera présentée au Salon de Paris, est équipée d'un diesel qui sera désormais des berlines chez Citroën constitue un petit évènement. La firme explique que dès 1973, suite au marché des véhicules équipés de ce type de moteur, une expansion. Les modèles considérés comme les plus intéressants, le diesel de 1 700 cm³, qui est le plus puissant, et le plus économique, et le plus silencieux, et le plus agréable à conduire. On estime, chez Citroën, que les nouveaux véhicules à moteur Diesel représenteront 15 à 17 % de la fabrication totale des CX. — C. L.

10 cm que les breaks de même série, ils sont disponibles avec moteur Diesel ou moteur essence (1 985 cm³). Leur commercialisation est prévue pour janvier 1976 au prix de base (au 5 septembre 1975) de 87 252 F pour les véhicules à moteur à essence et de 42 482 F pour les véhicules à moteur Diesel. On estime, chez Citroën, que les nouveaux véhicules à moteur Diesel représenteront 15 à 17 % de la fabrication totale des CX. — C. L.

25

150

avez-vous vu

ELLE

“Faites vos congrès en plein cœur de Paris.”

Hôtel Sheraton à Montparnasse. Pour réserver : tél. 260.35.11.

Paris-Sheraton Hotel

Journal 1950

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS 4 SEPTEMBRE

Le marché a été stable de vendredi. Les industriels sont restés neutres. L.C.I. gagne encore 1 point; Bormann est ferme sur ses pétroles. Nouvelle avance des mines d'or.

LONDRES

Stable. Le marché a été stable de vendredi. Les industriels sont restés neutres. L.C.I. gagne encore 1 point; Bormann est ferme sur ses pétroles. Nouvelle avance des mines d'or.

NEW YORK

Raffermissement. La tendance a été à l'irregulière jeudi à Wall Street, on a raffermissement en clôture a permis à l'indice Dow Jones de gagner finalement 6,02 points en s'établissant à 30,91.

Table of financial values for Paris, London, and New York, including stock prices and market indices.

BOURSE DE PARIS - 4 SEPTEMBRE - COMPTANT

Table of stock market data for the Paris stock exchange, including various stock prices and market movements.

MARCHÉ A TERME

Table of futures market data, including prices for various commodities and financial instruments.

COTE DES CHANGES

Table of exchange rates for various international currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table of gold market prices and related financial data.

VALUEURS

Table of values for various financial instruments and commodities.

VALUEURS

Table of values for various financial instruments and commodities.

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 237. LES MESURES GOUVERNEMENTALES DE SOUTIEN
- 8. PROCHE-ORIENT
- 8-9. ASIE
- 10. DIPLOMATIE
- 10. EUROPE
- 12. POLITIQUE
- 12. EDUCATION
- 12. MEDICINE

LE MONDE DU TOURISME ET DES LOISIRS

- Pages 13 à 17
- Quilbon ou l'anti-Saint-Tropez.
- Les Hivages de l'intérieur : Serra-Pongon à la recherche du plein air.
- TAUBOMACHEZ : Paris française.
- PLAINES DE LA TABLE : à La Vieille, Fontaine.
- CHASSE : Les dominos, Mode, maison, brocante, jeux, hippisme, philatélie.

- 19. PRESSE
- 20-21. ARTS ET SPECTACLES
- 24. JUSTICE
- 24. SPORTS
- 25. EQUIPEMENT ET REGIONES
- 26. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE

LIRE EGALEMENT
 RADIO-TELEVISION (18)
 Annonces classées (23 à 25)
 Aujourd'hui (18) ; Carnet (18) ;
 Journal officiel (18) ; Météorologie (18) ; Météo croisée (18) ;
 Finances (27).

europcar ©
 645.21.25

COLIS FAMILIAUX HUILE D'OLIVE
VERGE EXTRA « OLIVOLI »
 Produit naturel de l'olive française.
 Garantie extraite par PREMIERE PRESSION A FROID et clarifiée par simple décantation et filtration.
FRANCO DE PORT A PARTIR DE 5 LITRES
 Demander Documentation gratuite N° 914.
 STE PROVENCE OLEICOLE
 13 - SALON-DE-PROVENCE

AU SOUDAN

Une tentative de coup d'Etat a été déjouée

Une tentative de coup d'Etat a eu lieu vendredi matin 5 septembre au Soudan. Des soldats rebelles, commandés par le lieutenant-colonel Hassan Hussein Osman, se sont emparés à l'aube de la radio d'Omdurman, près de Khartoum, et ont annoncé la déposition du chef de l'Etat. Deux heures après, les forces loyalistes recoupaient, après une brève mais violente bataille, le siège de la radio soudanaise, et affirmèrent que « la rébellion serait complètement réprimée ». Le chef d'état-major de l'armée a déclaré à la radio que « ceux qui soutenaient les mutins seraient exécutés s'ils ne se rendaient pas ».

En fin de matinée, la radio d'Omdurman annonçait que le lieutenant-colonel Hassan Hussein Osman avait été tué. Le commandant Aboul Gassen Mohamed, vice-secrétaire général de l'Union socialiste soudanaise (parti unique), et le général Bachir Mohamed Ali, chef d'état-major de l'armée, ont qualifié cette tentative de « mutinerie » due à une « poignée de soldats ». Le commandant Aboul Gassen Mohamed a accusé les communistes, les Frères musulmans, et les dirigeants des partis dissous d'être à l'origine de la tentative de coup d'Etat.

Les « mutins » avaient diffusé leur communiqué un quart d'heure après le début des programmes de la radio, à 5 heures. Dans ce communiqué, ils annonçaient le renversement du régime du président Nemeiry, la dissolution du cabinet de l'Assemblée du peuple, du Parlement de l'Union socialiste soudanaise et d'autres organismes politiques. Le texte affirmait en outre que tous les prisonniers politiques seraient libérés et que le Soudan redeviendrait une démocratie libérale.

Le radio d'Omdurman diffusait peu après une déclaration du lieutenant-colonel Hassan Hussein Osman dans laquelle ce dernier accusait le président Nemeiry « d'avoir transformé le plus grand pays d'Afrique en un Etat policier corrompu » et « d'avoir dilapidé les fonds publics en les utilisant pour payer les gardes de sa police personnelle et des espions contre le peuple ».

« Quand la révolution est arrivée au pouvoir, avait-il poursuivi, elle a promis au peuple liberté, justice, unité nationale et prospérité. La liberté a, en fait, signifié prison et torture. La révolution a supprimé la liberté de pensée et d'expression, nationalisé les journaux. Elle a fermé l'université islamique et supprimé toute liberté d'expression de Khartoum ».

Le général Nemeiry avait déjà réprimé, en juillet 1971, une tentative de coup d'Etat d'inspiration communiste, qui l'avait écarté du pouvoir pendant trois jours. Avec lui, dont Abdel Kader Mahjoub, avait réintégré le pouvoir et avait procédé à une sanglante répression. Les chefs militaires de la rébellion, dont le colonel Bahar El Nouz, le commandant Farouk Osman Hamadallah et le commandant Hachem El Alta, ainsi que les principaux dirigeants du parti communiste, dont Abdel Kader Mahjoub, son secrétaire général, avaient été jugés sommairement et exécutés.

Le père Roger Henkel, 46 ans, directeur des Cahiers de l'actualité religieuse et sociale, cinquante-trois ans, est nommé vice-président de la commission pontificale Justice et Paix.

Neuf cents licenciements chez Motobécane. — La direction de l'entreprise Motobécane de Saint-Quentin (Aisne) a annoncé le 3 septembre le licenciement de neuf cents salariés, sur le quatre mille que compte cette usine. Les syndicats ont été consultés et la restructuration de l'industrie du cycle au profit de Peugeot, qui a déjà accru sa participation dans le capital de Motobécane.

M. J.-J. Bourguet a été libéré, jeudi 4 septembre au soir, par

LISBONNE MET PRETORIA EN GARDE CONTRE L'INFILTRATION EN ANGOLA DE MERCENAIRES DEPUIS LE SUD-OUEST AFRICAIN.

Lisbonne (Reuter). — Le ministre portugais des affaires étrangères a annoncé, jeudi 4 septembre, que des mercenaires non identifiés utilisaient le Sud-Ouest africain (Namibie) pour s'infiltrer en Angola.

Le Portugal a informé l'Afrique du Sud de ces infiltrations, ajoutant que les mercenaires étaient des communistes ministériels, qui évoque les « sérieuses conséquences » d'une telle situation pour la paix et la sécurité dans cette région.

Le ministre portugais précise qu'il a reçu une réponse de l'Afrique du Sud réaffirmant sa politique de non-ingérence et assurant qu'elle n'accepterait pas des mercenaires à opérer à partir de son territoire ou des zones qu'elle contrôle.

Le Portugal a, d'autre part, demandé à l'Afrique du Sud de retirer une patrouille forte de trente hommes envoyée pour contrôler la station de pompage de Calbeque, dans la province angolaise de Camero. Cette station de pompage permet d'irriguer une partie de l'Ovamoland namibien.

Des infiltrations de « mercenaires » en provenance du Sud-Ouest africain ont été à plusieurs reprises dénoncées ces derniers mois par le Mouvement populaire de libération de l'Angola (M.P.L.A.).

Au Portugal

Le président de la République a convoqué l'assemblée générale du M.F.A.

Lisbonne (A.F.P., Reuter, U.P.I.). — Le président de la République a annoncé que l'assemblée générale du Mouvement des forces armées aura lieu ce vendredi 5 septembre à la base aérienne de Tancos, à 130 kilomètres au nord de Lisbonne.

La réunion doit être présidée par le chef de l'Etat. Son ordre du jour est, en principe, la restructuration du Conseil de la révolution.

Le général Costa Gomes aurait reçu l'assurance du général Carlos Fabiao, chef d'état-major de l'armée de terre, que les délégués de son arme — ils représentent la moitié des effectifs de l'assemblée générale du M.F.A. — participeraient aux travaux. Ils avaient menacé de boycotter les travaux de Tancos, estimant qu'après le vote de défiance de leur arme au général Vasco Gonçalves, chef d'état-major général (le Monde du 5 septembre), il importait de restructurer au préalable l'assemblée générale du M.F.A., favorable, dans sa composition actuelle, à l'ancien premier ministre.

L'assemblée générale de la marine, qui s'est tenue le 3 septembre à la base navale d'Alfeite, en face de Lisbonne, a, au contraire, voté une motion de confiance au général Vasco Gonçalves, 49 ans, de bonne source. L'avis de elle, dont la réunion a eu lieu dans la nuit du 4 au 5 septembre, devrait se prononcer semblablement, contre le premier ministre.

Le président de la République a précisé le 4 septembre un communiqué, « demandé au premier ministre Vasco Gonçalves, et au moment provisoire ou exact maintenu en fonction la complète formation du gouvernement ». Ce communiqué indiquait des difficultés par le remplaçant désigné, le général Vasco Gonçalves, à former un gouvernement.

A Lisbonne, des incidents ont éclaté dans la soirée du 4 septembre à l'issue d'une manifestation devant la quotidienneté du parti communiste, O'Noticias, pour protester contre le licenciement sans indemnité de vingt-quatre journalistes. Des incidents ont eu lieu pour sa démanifestation. Une dizaine de personnes auraient été blessées ou blessées.

Le général Spínola : je rentrerai au Portugal lorsque...

Dans une interview accordée à Antenna 3 avant son départ du Brésil pour l'Europe et diffusée le jeudi 4 septembre, le général Spínola a déclaré qu'il retournerait au Portugal « lorsque le peuple portugais aura abattu la dictature et que seront créées des conditions de paix, de liberté et de justice qui permettent de reconstruire le pays en fonction d'idéaux véritablement démocratiques ».



portugais aura abattu la dictature et que seront créées des conditions de paix, de liberté et de justice qui permettent de reconstruire le pays en fonction d'idéaux véritablement démocratiques ».

SPINOLA OU DE SPINOLA ?

Les noms portugais, par leur longueur, posent souvent des problèmes à l'étranger. Normalement, les noms de personnes sont précédés d'un ou plusieurs prénoms, puis vient le nom de la mère et ensuite du père, parfois lui-même composé. Mais il n'y a pas, comme en espagnol ou en français, de règles précises. C'est plutôt l'usage — et la commodité — qui l'emportent. Pour un Portugais, il suffit que le nom soit suffisamment identifié. Ce peut être, par conséquent, soit un prénom s'il est assez explicite : les vedettes du sport, par exemple, sont fréquemment appelées par leur seul prénom.

Pour le Portugais moyen, les deux noms, de la mère et du père, doivent suffire. Mais dans certains cas, un seul peut être acceptable si aucune confusion n'est possible : par exemple, Vasco Gonçalves ou Mário Soares. Les Portugais ne considèrent pas davantage que la particule « de » est indispensable. Là encore l'usage l'emporte, et il est indifférent pour un Portugais de dire « le général de Spínola » ou « le général Spínola ». Pourquoi, dès lors, ne pas retourner la formule la plus courante ?

Aucun journaliste n'a pu contacter le général Spínola, séjournant à l'hôtel Sheraton, Paris, le 4 septembre. Une manifestation organisée par le parti communiste a eu lieu le hall de cet hôtel.

« La présence à Paris du général Spínola est une atteinte à la démocratie », a déclaré M. Georges Sarre, du bureau central du parti socialiste, chef de la minorité de ce parti.

Le numéro du Monde daté 3 septembre 1975 a été à 555 151 exemplaires.

DEPUIS 1938 RASOIR électrique RÉPARATIONS IMMÉDIATES
 COUVERTURE - BROUSSEMENT
 ELECTRO-MÉNAGER
 CADEAUX - GADETS UTILIS
DIDIER-NEVEU
 33, Rue Marbeuf - Tél. : EAL 67 20, Rue de la Paix - PARIS
 COUVREUR EN L'ART - EXPERTISEUR PARAPROFESSEUR

NOUVELLES BRÈVES

Le père Roger Henkel, 46 ans, directeur des Cahiers de l'actualité religieuse et sociale, cinquante-trois ans, est nommé vice-président de la commission pontificale Justice et Paix.

Neuf cents licenciements chez Motobécane. — La direction de l'entreprise Motobécane de Saint-Quentin (Aisne) a annoncé le 3 septembre le licenciement de neuf cents salariés, sur le quatre mille que compte cette usine. Les syndicats ont été consultés et la restructuration de l'industrie du cycle au profit de Peugeot, qui a déjà accru sa participation dans le capital de Motobécane.

M. J.-J. Bourguet a été libéré, jeudi 4 septembre au soir, par

Le 4 septembre une délégation du Mouvement des travailleurs mauriciens (M.T.M.) venue lui demander d'intervenir auprès du gouvernement français et auprès de celui de l'île Maurice en faveur de plusieurs milliers de Mauriciens qui sont peuplés de documents de séjour, se trouvent en France en situation irrégulière. Selon le M.T.M., le nombre des Mauriciens « sans papiers » serait passé de deux mille il y a six mois à quatre mille aujourd'hui. M. Abelin, qui a effectué une visite officielle à l'île Maurice en juillet, a souligné que le problème n'était pas de son ressort et que le gouvernement mauricien s'était engagé à prendre des mesures pour faire cesser, à l'île Maurice même, les activités des recruteurs de main-d'œuvre.

VOUS ETES ACTIF. VIVEZ AU CALME.

A quoi bon se donner tant de mal pour vivre à l'étroit dans un Paris invivable (loyers catastrophiques, garages impossibles, pollution, bruit, écoles bondées) ? A quelques minutes de plus de votre bureau, vous pouvez habiter une grande et luxueuse maison, dans un grand jardin. Dans un domaine privé comprenant club-house, tennis, commerces, écoles. Dans un site magnifique et préservé. Réagissez vite. Demain, des maisons comme celles-là, si proches de Paris, seront aussi rares et chères que les appartements du Bois de Boulogne.

DOMAINE DE MARSINVAL
 78 Vernouillet.
 Tél. 965.87.00 et 88.60.
 à 27 km
 du Pont de St-Cloud par l'Autotoute A 13

DOMAINE DU BOIS+LA+CROIX
 77 Pontault-Combault.
 Tél. : 406.53.56 et 64.63.
 à 18 km
 du Bd République.
 A 12 mn à pied de la gare.

Livrables immédiatement : maisons de 161, 182, 230 m², 5, 6, 7 pièces. Facade brique. Garage double. Jardin 800 à 1800 m². Cuisine équipée (électif. 390 l, lave-vaisselle), 2 à 3 s.d.b. Club-house, Tennis, Ecoles. Piscine chauffée. Crédits LA HERMIN.

Nouveaux programmes, 5 modèles de maisons de 90 à 150 m². 3 à 7 pièces. Livrées complètement terminées. Grand jardin. Garage. 1 à 3 s. de b. Club-house (un majestueux château). Tennis. Ecoles. Centre commercial. Crédits LA HERMIN. Prix de 220 à 320 000 F.

VISITE DES MAISONS MODÈLES TOUS LES JOURS DE 10 A 19 H.
 Téléphonnez ou écrivez pour recevoir une documentation gratuite.

Breguet Construction

بنيان للإعمار